

Le capitalisme japonais : la vitrine et la réalité

p. 9 à 12

LUTTE OUVRIÈRE

ISRAËL :
la répression
dans les
territoires
occupés

p. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 724 - 17 avril 1982 - prix : 6 F

Pour se faire respecter,

les travailleurs

ne peuvent pas

compter sur les syndicats,

ils sont trop liés

au gouvernement.



La situation aux usines Renault de Flins

p. 5

sommaire

Dans le monde

- Page 6 :
— Turquie : la dictature félicitée par les économistes occidentaux.
- Page 7 :
— La bataille pour les Malouines et ses premières victimes.
- Page 20 :
— Au Moyen-Orient comme partout sur la planète, le nationalisme est toujours un piège sanglant.

En France

- Page 4 :
— Les tribunaux militaires supprimés... ou presque.
- Page 5 :
— Les grèves à Renault Flins et l'attitude des syndicats.
- Page 8 :
— Nucléaire : un Conseil régional recyclé.
— Les veaux aux hormones courent toujours.
- Page 13 :
— Les 39 heures aux Chantiers Navals de La Ciotat.
— Les Prud'hommes déboutent un travailleur licencié par Roussel-Uclaf.
- Page 14 :
— Dans les entreprises : Renault Billancourt ; Creusot-Loire Saint-Chamond ; PCUK Pierre-Bénite.

Dossier

- Pages 9 à 12 :
— JAPON : LA VITRINE ET LA RÉALITÉ.
• Le « miracle » protège-t-il de la crise ?
• Comment la classe ouvrière paie la crise.
• Les syndicats.
• Budget militaire et production d'armements.

Culture

- Pages 16 et 17 :
— Reds, un film de Warren Beatty sur John Reed.
— Réédition : John Reed de R. Rosenstone.
- Pages 18 et 19 :
— Livres : L'énergie nucléaire pour débutants ; Par-delà l'exil et la mort de L. Stein ; Dans le ventre de la bête de J.H. Abbott ; La vie quotidienne des communautés utopistes au XIX^e siècle ; Route des Indes d'E.M. Forster.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Nouvelles du ciel...

• ELLE VOIT DES VIERGES PARTOUT !

Au lendemain du week-end pascal, l'actualité religieuse est à l'honneur. Mais cela ne signifie par forcément que l'Eglise soit à la fête.

Blandine, 14 ans, voit la vierge tous les samedis. Eh oui, il paraît qu'à La Talaudière, dans la Loire, une émule de Bernadette Soubirous aurait déjà vu plus de trente fois celle qu'elle décrit comme « une grande dame, douce, jeune et très bonne, habillée d'un grand voile blanc et bleu ».

Mais il y a des sceptiques. Le curé du coin aurait dit aux parents de Blandine de « ne pas croire leur fille » et de « ne pas la laisser trop regarder d'images de saintes ». L'évêque de Saint-Etienne, lui, aurait été encore plus méchant, en émettant carrément des doutes quant à la santé de Blandine !

C'est qu'il faut savoir distinguer les vraies apparitions des fausses, les seules vraies étant celles qui ont le label de pèlerinages organisés par les autori-

tés religieuses et leurs divines agences de voyages.

Pourtant, si la sainteté se reconnaît aux commerces de bondieuseries qui l'accompagnent inévitablement, Blandine qui, modeste, a tout de même déclaré : « Je ne suis pas encore une sainte », est sur la bonne voie. A La Talaudière, le village de Blandine, certains commencent à rêver à Lourdes ou au Vatican. Fleuristes, marchands de cierges et patrons de café se frottent déjà les mains.

Une apparition est d'ores et déjà prévue pour le samedi 17 avril. Et le père de Blandine a tenu à préciser que « 59 apparitions sont prévues au programme. Désormais, elles se feront dehors. Et en mai, la vierge viendra un jour sur deux ».

Jusqu'ici, malgré les 31 apparitions de la vierge, le Vatican fait la sourde oreille. Et l'on peut se demander combien il en faudra encore pour que le record soit homologué.



Blandine contemplant une statue — bien réelle — de la vierge. (Ph. AFP)

• L'ÉVÊQUE CHERCHE DES CROSSES

Le congrès des homosexuels qui s'est déroulé durant le week-end de Pâques, à Strasbourg, s'est au dernier moment retrouvé à la rue, grâce à l'esprit peu chrétien de l'évêque, qui a interdit qu'on leur loue un local.

Ce monseigneur a également proclamé qu'il juge « l'homosexualité comme une infirmité morale » : ce qui n'est guère charitable.

Les homosexuels ont donc

manifesté samedi soir à la sortie de la cathédrale, en brandissant une banderole à l'adresse de l'évêque proclamant : « Bons baisers des infirmes ; rendez-vous à Lourdes ».

• TOUCHEZ DU BOIS

Un peu plus au nord, dans le Loiret, à Sermaise, la vierge a encore frappé. La victime cette fois est un arbre vénérable qui a perdu une branche au cours d'un orage. Le premier à avoir vu une vierge à l'enfant se dessiner sur le tronc, à l'emplacement de la cassure de la branche, a évidemment été le propriétaire du terrain sur lequel pousse cet arbre.

Depuis, l'affaire a pris tournure et il paraît que chaque week-end plusieurs centaines de personnes viennent voir « l'arbre à la vierge ». Et comme l'image de la vierge serait plus nette vue de loin que de près, le propriétaire s'est arrangé pour qu'on ne puisse pas trop approcher de son arbre.

Et s'il y en a à qui cela coupe la ferveur, de ne pouvoir toucher cet arbre, nul doute qu'on pourra arranger la chose. En leur présentant un tronc, par exemple...



FÊTE de LUTTE OUVRIÈRE à BOURGES

Centre socio-culturel de Saint-Doulchard

SAMEDI 14 AVRIL à 20 h

Cabaret-spectacle : blue-grass, rock, folk
DIMANCHE 25 AVRIL à midi :

Banquet, chansons, débats, théâtre, audiovisuels, expositions



• NOTRE-DAME TOUT FEU TOUT FLAMME

Notre-Dame a eu bien des malheurs. Le lundi de Pâques, près de l'entrée de la cathédrale, quelques chaises et des revues pieuses se sont soudain embrasées, déclenchant un début d'incendie ; sans gravité, dieu merci.

Certains croient qu'il pourrait s'agir d'un incendie criminel. D'autres, experts en saintes écri-

tures, sont plutôt perplexes. Car, comme vous ne l'ignorez sans doute pas, c'est à la Pentecôte, et non à Pâques, que des langues de feu auraient été envoyées sur la tête des apôtres par le saint-esprit.

Doux Jésus, où allons-nous, si même le saint-esprit ne s'y retrouve plus dans le calendrier liturgique !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs

NOM :
Prénom :
Adresse :
Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Pour se faire respecter, les travailleurs ne peuvent pas compter sur les syndicats, ils sont trop liés au gouvernement

A Flins, la grève appelée par les syndicats en riposte au lock-out, le mardi 13 avril, n'a pas été suivie. C'est un échec.

Un échec pour la classe ouvrière, ou pour les syndicats ? Un échec pour les syndicats, c'est certain. Les ouvriers de Flins n'ont pas eu confiance dans des organisations syndicales qui ont passé leur temps à faire de la surenchère les unes sur les autres afin de ne pas perdre de voix aux prochaines élections professionnelles. Ce spectacle ridicule n'a pas été très encourageant. Et mardi dernier, les lockoutés ont préféré rester chez eux, et les autres rentrer dans l'usine.

C'est que les syndicats en sont réduits à suivre ou à proposer des mouvements sur des revendications secondaires, parce qu'il faut bien que chacun ait l'air de faire quelque chose, s'il ne veut pas perdre trop de crédit au bénéfice de la boutique concurrente. Mais les syndicats n'ont pas de perspectives véritables à proposer aux travailleurs. Et ils ne peuvent pas en avoir, parce qu'ils sont solidaires du gouvernement. C'est un choix politique. Et la politique de la gauche au gouvernement ne consiste pas à préserver les travailleurs de la crise, ni à répartir plus justement les richesses du pays, mais à choisir les classes possédantes contre ceux qu'on a toujours possédés. Et les syndicats s'alignent sur la politique du gouvernement. C'est bien pourquoi dans les usines, dans les bureaux, les syndicats n'ont rien à dire aux travailleurs, ni d'objectifs à leur proposer.

C'est aussi pour cela qu'à Flins, les syndicats viennent d'essuyer un échec. Mais eux s'en remettront toujours. Quant à savoir si c'est un échec pour la classe ouvrière, l'avenir seulement pourra le dire. Car si des revers de ce genre se multipliaient, la classe ouvrière, justement, aurait du mal à s'en remettre. Car c'est en voyant les travailleurs en position de faiblesse que la droite pourrait relever la tête, cette droite dont le retour est préparé par la politique du gouvernement, qui ne songe qu'à faire concession sur concession à la bourgeoisie. Et les organisations syndicales, qui ont un pied dans le gouvernement, contribuent elles aussi au retour de la droite, en laissant la classe ouvrière sans perspective et moralement désarmée.

Et c'est cette absence de perspectives qui fait que les travailleurs, eux, en sont réduits aux luttes corporatistes, aux luttes partielles, à engager des grèves à quelques centaines dans une usine de 20 000 ouvriers, quand il se trouve qu'ils occupent une position privilégiée dans les rouages de la production. Et c'est précisément ce manque de perspectives qui contribue à émietter les forces des travailleurs, et à les mettre, finalement, en position de faiblesse.

Eh bien non. Les travailleurs ont mieux à faire que de servir de masse de manœuvre aux appareils syndicaux en perdant de vue l'essentiel de ce qui fait leur force. La nécessité de l'heure ne consiste pas à marchander aux patrons, dans des mouvements isolés les uns des autres, des revendications disparates et le plus souvent mineures, pendant que la droite, elle, capitalise à son profit les moindres mécontentements des autres couches sociales.

Il faut que la classe ouvrière intervienne avec ses armes propres : son nombre, sa concentration, sa force, sur le terrain politique.

Le gouvernement de la gauche, lui, ne sait pas se faire respecter de la bourgeoisie. Il est tellement plat et pleutre devant elle qu'elle lui en demande toujours plus. Les syndicats, eux, ne se font pas respecter du gouvernement, et ne font pas respecter les travailleurs auprès du gouvernement. Il faut donc compter sans eux.

Et après tout, les travailleurs de Flins se sont fait au moins respecter avec leurs pieds, en montrant qu'ils ne suivaient pas n'importe qui, n'importe quand, n'importe comment.

Mais c'est du gouvernement et de la bourgeoisie qu'il importe de se faire craindre, sans les syndicats s'il le faut. Et cela ne dépend pas que des ouvriers de Flins, mais de l'ensemble des travailleurs.

Arlette LAGUILLER

Lire en page 5 nos informations sur la grève à Renault Flins.

Trêve des prix c'est fini !

Depuis le jeudi 15 avril, l'opération « trêve des prix » lancée il y a trois mois par le gouvernement est terminée. Son bilan est plutôt maigre pour les consommateurs. Aux dires de l'INSEE, la hausse des prix de détail a été forte en mars : 1,1 à 1,2 % selon les calculs rendus officiels le jour même où prenait fin l'opération « trêve des prix ». Il faut dire que le gouvernement ne s'était pas gêné pour augmenter les tarifs publics (EDF, GDF, SNCF, fuel...).

Alors que va-t-il se passer maintenant ? Les commerçants qui avaient bien voulu participer à la campagne vont retirer les petites affichettes. Les prix des produits gelés, qui n'étaient pas bien nombreux, vont connaître de nouvelles hausses, de façon à les remettre au

niveau des autres. Et comme beaucoup de ces produits avaient déjà connu des augmentations préventives juste avant l'opération gouvernementale, en définitive, pour les fabricants, cette opération n'aura rien coûté.

Les consommateurs, par contre, auront dû, eux, mettre toujours un peu plus la main au porte-monnaie. Ainsi, une enquête sur les hausses des prix depuis un an révèle que le panier de la ménagère aurait augmenté de 16 %. Avec en particulier plus de 20 % sur le bœuf, le poisson et la crèmerie, 40 % sur le veau (à cause des hormones ?), 50 à 100 % sur les fruits, et même 200 % sur les pommes de terre.

Et puis, pour l'avenir, les experts gouvernementaux et les patrons sont, paraît-il, de plus en plus pessimistes.

Pour les premiers, l'impossibilité de connaître l'évolution à venir du dollar leur interdit de prévoir quoi que ce soit, ils ne sont sûrs que d'une seule chose : l'inflation annuelle ne se limitera pas à 10 % comme ils l'avaient promis. Quant aux seconds, ils annoncent que les mesures sociales qui ont été prises (39 heures, 5^e semaine de congés...) les obligent déjà à répercuter leur manque à gagner dans les prix de leurs produits.

Alors, maintenant que la prétendue « trêve » des prix est terminée, la « guerre » des prix, qui n'avait jamais cessé, va reprendre de plus belle. A ceci près que le gouvernement osera sans doute prétendre qu'il a tout de même tenté de faire quelque chose.

A.V.

MEETING LUTTE OUVRIÈRE A PARIS

Le vendredi 30 avril 1982 à 20 h 30,
à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor
Paris V^e.

**APRÈS UN AN DE POUVOIR,
OÙ VA LE GOUVERNEMENT
DE GAUCHE ?**

avec Arlette LAGUILLER

Les mauvais terroristes... et les autres

Apparemment, depuis que, vendredi 9 avril, la police a trouvé quelques armes dans un box de garage du XX^e arrondissement de Paris, appartenant à des individus soupçonnés d'être membres d'« Action Directe », les limiers parisiens ont progressé dans leurs enquêtes.

Un des revolvers aurait déjà été identifié comme ayant servi dans un attentat contre l'ambassade d'Israël. Quant à l'une des deux personnes arrêtées par la police lors de la découverte de ces armes, elle aurait participé, voici un an, à un hold-up au cours duquel un policier avait été tué.

L'enquête avancerait même si vite que les policiers seraient en train de remonter une piste française du terrorisme international, comme disent certains commentateurs.

Bien sûr, des attentats meurtriers comme celui de la rue

Copernic, des assassinats comme ceux de Ben Barka, de Curjel ou de Goldmann n'ont jamais été officiellement élucidés. Des indices existaient pourtant, mettant en cause des polices parallèles ou des réseaux d'extrême-droite.

Ces derniers temps, des quantités d'armes importantes ont pu être dérobées sans qu'on ne retrouve jamais ni les armes, ni les voleurs, alors que des soupçons persistants semblaient désigner encore l'extrême-droite.

Mais cette fois, avec la découverte du stock d'armes de la rue Borrégo, dans le XX^e, la police tient apparemment une affaire dans laquelle on ne peut impliquer pour l'instant ni l'extrême-droite, ni des barbouzes. Ceci explique peut-être la rapidité avec laquelle l'enquête progresse.

J'y suis, j'y reste !

André Bergeron a beau crier au noyautage communiste de l'appareil d'Etat, et *Le Figaro*, *Le Quotidien de Paris* ont beau dénoncer la chasse aux sorcières dans l'appareil d'Etat, les hauts fonctionnaires, eux, n'ont vraiment pas l'air d'être effarouchés. C'est que l'épuration en question n'a pas l'air très évidente et que l'Etat-Mitterrand ressemble à s'y méprendre à l'Etat-Giscard. Ce n'est pas nous qui le disons, mais la très officielle revue *Pouvoirs*, connue pourtant pour sa modération politique et abondamment citée par *Le Canard enchaîné* du 7 avril !

« Chiffres et noms en main, écrit dans cette revue François Bardos, on peut affirmer que l'épuration administrative n'a eu jusqu'à ce jour (février 1982) qu'une ampleur limitée. Elle n'a touché, dans la plupart des ministères, qu'un nombre relativement faible de personnes ».

Exemple, dans l'armée : « Il n'a été procédé à aucune nomi-

nation, mutation ou promotion que l'on puisse considérer comme anormale ». La justice ? « Une seule mutation significative dans les parquets : M. Sadon, procureur général près la cour d'appel de Paris, a été (...) remplacé par M. Arpaillange, ancien directeur de M. Taitinger à la chancellerie ». Aux finances : « Tous les directeurs sont restés en place à l'exception du directeur du budget ».

« Au total, souligne la revue, le nombre des directeurs des ministères en poste au 10 mai et qui s'y trouvent encore aujourd'hui est supérieur (et dans certains cas nettement supérieur) au nombre de directeurs qui ont quitté leur fonction jusqu'à cette date ».

Ainsi, on comprend que, de droit, la presse de droite, soutenue par Bergeron, ait fait tout ce foin autour de l'affaire Lucet. Elle n'avait pas mieux à se mettre sous la dent !

Y.M.

RPR story

Après Jacques Hélie, maire RPR de Varanges, en Côte-d'Or, retrouvé tué dans une vespasienne de Dijon le 6 avril, apparemment victime d'un règlement de comptes, un autre notable du RPR fait son apparition à la rubrique des faits divers crapuleux. Il s'agit de François Korber, responsable RPR bordelais, qui se trouve inculpé et incarcéré, ainsi qu'un autre membre du RPR, pour avoir exécuté un de leurs comparses, Jacky Eckers. Ce dernier aurait eu le tort d'être trop bavard et trop gourmand

dans une affaire de trafic de devises.

Deux affaires qui viennent, coup sur coup, rappeler quels liens étroits unissent certains milieux politiques au milieu tout court.

A entendre Jacques Chirac se vanter de ne pas avoir voté la loi Sécurité et Liberté en 1980 (une loi que la droite disait destinée à accroître les moyens de lutter contre le banditisme), on se demande vraiment à quoi et surtout à qui pensait Chirac, en ne votant pas ladite loi...

T'ES PAS SUR LA PHOTO ?

A droite, il y a deux catégories de gens : ceux qui font beaucoup de bruit pour qu'on les remarque... et ceux par contre qui aimeraient se faire oublier. C'est dans cette seconde catégorie que doit se situer François Korber, le jeune et méchant loup du RPR bordelais.

Si derrière ses barreaux il feuilletait la presse, Korber verra qu'on parle beaucoup de lui. Peut-être même versera-t-il quelques pleurs sur ce qui a failli être une belle carrière politique, car on le voit en brillante compagnie : *Le Canard Enchaîné* nous le montre, sur une photo, aux côtés de Giscard, tandis que *Libération* publie une photo du tandem Chaban-Korber.

Ces photos sont-elles venues toutes seules dans les salles de rédaction ? Non, bien sûr. Par qui ont-elles bien pu être envoyées ? Mystère ! Mais nous avons simplement remarqué que, pour l'instant, on n'a pas publié la photo de Korber avec Chirac... à moins que *Le Canard Enchaîné* ne nous réserve cela pour la semaine prochaine !

Les tribunaux militaires supprimés... ou presque

Les députés viennent d'adopter le projet de loi proposé par le ministre de la Justice sur la suppression des TPFA, les Tribunaux permanents des forces armées (sauf pour ce qui concerne les troupes stationnées en Allemagne pour qui le TPFA de Landau continue de fonctionner).

Il s'agit de mettre fin à la « justice militaire ». Les délits ou les crimes commis par des militaires seront désormais jugés par des tribunaux civils. C'est évidemment un progrès.

Les victimes d'un accident pendant le service militaire ou leur famille pourront se porter partie civile.

Cependant, tous les privilégiés de la hiérarchie ne seront pas supprimés, loin de là !

Le règlement militaire dans les casernes subsiste, et un commandant peut toujours infliger, de sa propre autorité, jusqu'à deux mois d'arrêts de rigueur au bidasse récalcitrant.

D'autre part, certains crimes seront encore jugés par des cours d'assises spéciales, composées de magistrats civils mais sans jurés, dans le cas où le secret militaire est en jeu.

Enfin, seul le Parquet pourra tenter une action contre l'armée, les victimes ou leur famille n'ont que le droit de se constituer partie civile. Il ne s'agit pas de permettre à n'importe qui de s'en prendre à l'état-major !

Les limites de ce projet reflètent sans doute la pression des autorités militaires sur le gouvernement et le fait que le gouvernement socialiste ne veut surtout pas s'attaquer sur le fond à la hiérarchie militaire. Ainsi on peut comprendre la réaction très critique des déserteurs et des insoumis, les premiers concernés. Réaction qui s'est muée en protestation quand le gouvernement a précisé que les TPFA seraient de toute façon maintenus encore pendant six mois. Les juges militaires vont pouvoir en profiter.

Mais cela dit, qu'une telle juridiction soit supprimée par l'Assemblée nationale, c'est tout de même tant mieux. Rompez, messieurs les militaires.



Manifestation contre les juridictions militaires d'exception en 1976.

Maître Badinter plaide pour les officiers

L'embarras du ministre de la Justice apparaissait clairement dans l'interview donnée par Robert Badinter au journal *Libération* le 13 avril.

A une question de *Libération* sur l'impossibilité pour les victimes d'un accident pendant le service militaire d'engager des poursuites contre l'armée, Badinter répond : « Je vous répète qu'on ne peut concevoir le fait qu'un matin cinq gailards décident de traîner en correctionnelle — au nom de soi-disant infractions qui n'ont jamais existé ailleurs que dans la pensée maligne de leurs auteurs — des officiers ou d'autres soldats. Or si l'on ne limite pas la maîtrise du déclenchement des poursuites au Parquet, on court ce risque. (...) De même, il n'est pas possible, à mon sens, de laisser à un particulier dans ce domaine le pouvoir de déclencher l'action publique en se constituant partie civile. Pensez aux professionnels de la déstabilisation, au petit commando d'extrême-droite ou aux antimilitaristes viscéraux qui voudraient « se payer » le colonel ou l'adjudant ».

Et comme le journaliste de *Libération* fait valoir, à juste titre, que l'auteur

POUR BADINTER LE DOUTE N'EST PAS PERMIS

ON NE BADINE PAS, AVEC L'ARMÉE



d'une plainte fantaisiste verrait la justice se retourner contre lui, Badinter répond : « Soyons sérieux. Vous croyez que le risque d'une poursuite en dénonciation calomnieuse arrêterait de telles entreprises ? ».

Comme quoi, dans l'esprit du ministre Badinter, il vaut mieux laisser des dizaines de milliers de jeunes au pouvoir discrétionnaire d'officiers plutôt que de risquer quelques plaintes fantaisistes — et tant d'autres justifiées — contre des officiers. Qu'en pense l'avocat Badinter ?

Sylvie MARECHAL

RENAULT-FLINS

DANS
LES ENTREPRISES

Drôle de printemps

De la fin de la grève des caristes...

□ C'est jeudi 8 avril, après une semaine de grève totale bloquant pratiquement toute la chaîne de production de l'usine que les caristes de Renault-Flins ont appris que la direction acceptait d'étendre le coefficient « 185 maxi » à tous les caristes, comme ceux-ci le demandaient ; l'obtention de ce coefficient étant étalée jusqu'en 1983.

Partout dans l'usine, pour les caristes comme pour les autres, c'était une victoire. Après ce dernier recul de la direction, les caristes, lors d'un vote organisé l'après-midi, décidaient d'arrêter leur mouvement. Il était 16 h, l'usine allait-elle tourner ?

...à la grève chez les OS

Eh bien, à 16 h 05, il n'y avait plus personne sur les chaînes de Sellerie. Quelques minutes après, c'est en Mécanique que les OS arrêtaient aussi le travail. Pour les travailleurs des chaînes de ces deux ateliers, la victoire des caristes a été un encouragement. Comme beaucoup l'exprimaient : « les caristes ont obtenu 131 F nous qui bossons sur les chaînes, il n'y a pas de raisons que l'on n'ait rien... ».

En effet, les accords d'entreprise signés par tous les syndicats en janvier, ont de fait exclu plus de la moitié des OS de toute amélioration de salaire. Des mouvements se sont donc déclenchés sur une série de petites revendications : aménagement des congés, maxi de la catégorie...

Le lock-out

La grève des OS en Sellerie et en Mécanique a empêché le redémarrage des chaînes, quelle allait être la réponse de la direction ?

Pendant plus d'une semaine de grève des caristes, la direction, contrairement à son habitude dans ces cas-là, n'avait pas procédé au lock-out. Ceux qui disaient que c'était grâce au nouveau gouvernement se trompaient. C'était, sans doute, plutôt à cause de la venue de Mauroy à Renault-Billancourt, ce même jeudi 8 avril, pour la signature du contrat de solidarité. Les beaux discours de Mauroy à Billancourt et le même jour, le lock-out dans une autre usine de la Régie, ça n'aurait pas fait bon effet. La « solidarité » entre le gouvernement et la Régie, c'est sûrement comme cela qu'il faut l'entendre.

Le lendemain, vendredi, en fin d'équipe d'après-midi, la direction annonçait le lock-out des chaînes de production. Ceux qui n'étaient pas à l'usine l'ont appris par voie de presse, par la radio, la télé, pendant le week-end.

Une dôle de grève

Mardi 13 avril, jour de la reprise après le week-end de Pâques, très peu de travailleurs sont venus à l'usine. Au meeting des syndicats, sur le parking, il y avait 200 personnes environ. A l'appel des syndicats, nous sommes allés défilé dans certains secteurs de l'entreprise. D'autre part, les syndicats, la CGT et la CFDT appelaient à la grève avec

profusion de tracts et de sons.

Dans l'usine, à part engueuler quelques cadres, qui étaient là regroupés, aux cris de : « Pas de salauds chez Renault », nous avons défilé dans des ateliers quasiment vides. Aux Presses et à la Tôlerie R 18, qui n'étaient pas lockoutées et qui travaillaient normalement, le cortège n'a détaché qu'une infime partie des ouvriers qui travaillaient et qui ne se sentaient pas concernés. On était 200 au départ et pas plus à l'arrivée.

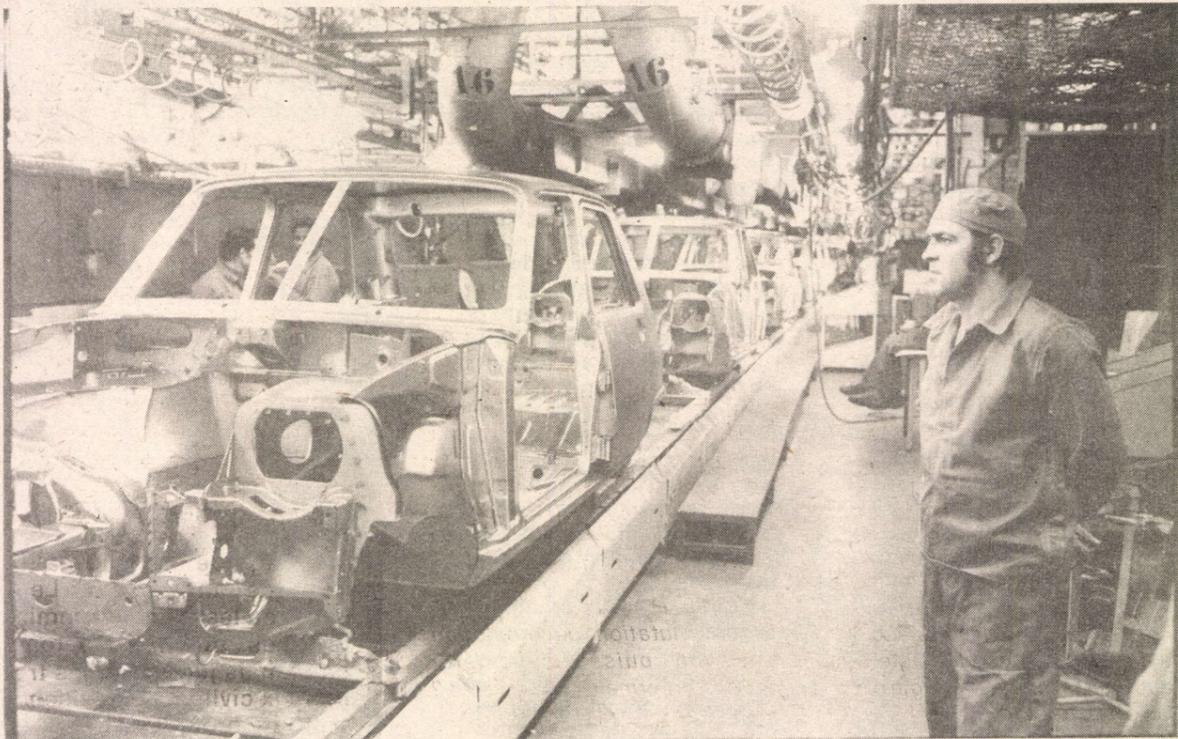
La levée du lock-out

Toujours est-il que cela faisait 15 jours, mercredi 14 avril, qu'aucune production ne sortait des chaînes. Mais il faut croire que la Régie a besoin de ses voitures puisque ce même mercredi 14 avril, la direction annonçait en séance de CE extraordinaire, qu'elle levait le lock-out et qu'elle engagerait des négociations le vendredi 16, à condition que la situation redevienne normale dans l'entreprise. La direction cherchait donc à remettre l'usine en route, mais... pour les revendications des OS, il n'y avait rien de nouveau.

La direction, en mettant fin au lock-out, obtiendra-t-elle le retour à la normale, et pour combien de temps ? En fait, rien n'est moins sûr. Car ce qui ressort de ces semaines de conflits à Renault-Flins, c'est qu'un mécontentement diffus mais général existe.

Certes, un très petit nombre de travailleurs ont répondu à l'appel des organisations syndicales et se sont rendus aux meetings convoqués par elles. Mais ils sont un bien plus grand nombre à avoir participé aux différents débrayages qui se sont déroulés dans l'usine ces dernières semaines. Les OS de Sellerie et de Mécanique qui ont débrayé dès la fin de la grève des caristes ont montré à leur façon leur ras-le-bol, leur volonté de mettre leur grain de sable dans les engrenages à chaque fois que cela leur était possible. Alors la direction aura peut-être encore du fil à retordre.

Correspondant LO



Pendant 15 jours rien n'est sorti des chaînes de montage, aussi bien de la R5 que de la R18.

(AFP)

L'attitude des syndicats

Depuis la grève des caristes, ce sont les syndicats CGT et CFDT qui ont la direction des mouvements qui se déroulent à Flins. Mais à part quelques généralités dans certains tracts, ils n'ont rien tenté de sérieux avant le lock-out pour généraliser ces mouvements à l'ensemble de l'usine.

L'ambiance est assez inégale. S'il y avait de la détermination chez les quelques centaines de grévistes, le reste des travailleurs voyaient le mouvement avec sympathie mais attendaient. De plus, les syndicats n'ont rien fait pour essayer de dépasser le caractère corporatiste du mouvement et la séparation entre OS et professionnels.

L'objectif des syndicats est

d'apparaître combatifs, et pour cela de ne pas s'opposer aux aspirations de ceux qui entrent en lutte. Ils sont prêts même à prendre les devants, quitte à ne pas être suivis. Et de ce point de vue, tant que l'ambiance générale n'est pas très chaude, ils peuvent se permettre toutes les surenchères verbales.

Il faut dire que les élections professionnelles ont lieu dans moins d'un mois. La concurrence électorale motive donc largement les deux syndicats, et en particulier la CGT qui ne veut pas connaître à Flins le même recul qu'elle a subi à l'usine de Billancourt, après qu'elle y a sabordé la grève au mois d'octobre dernier.

C'est pourquoi il y a, depuis

plusieurs semaines, une véritable guerre de tracts entre CGT et CFDT qui se poursuit au niveau des prises de parole lors des meetings. Les deux syndicats se livrent à une surenchère pour gagner des voix aux élections professionnelles ou pour ne pas en perdre.

Mais les avalanches de tracts, les outrances de vocabulaire, les communiqués dans la presse parlée et les journaux apparaissent aux quelques milliers de travailleurs qui sont encore dans l'usine, d'une puérilité déconcertante. Car tout cela montre, en tout cas, que les dirigeants syndicaux ont bien plus en vue la défense de leurs intérêts de boutique que celle des intérêts des travailleurs.

Les caristes, devant leurs fenwicks, votent le jeudi 8 avril. (AFP)



RENAULT VÉHICULES INDUSTRIELS (Vénissieux)

Une opération publicitaire

Mercredi 14 avril, la CGT a réuni son bureau confédéral dans les locaux du Comité d'entreprise de l'usine Renault Véhicules Industriels à Vénissieux, dans le Rhône.

Cette opération, que la presse de droite s'est empressée de présenter comme l'action subversive d'un syndicat qui s'apprête à s'emparer des entreprises, n'a guère suscité d'intérêt parmi les ouvriers de l'usine.

D'ailleurs, la plupart des travailleurs n'ont pas vu Séguy et Krasucki. Les dirigeants de la CGT ont visité le musée ainsi que les camions et les cars exposés pour eux. Bref ils s'en sont tenus aux visites d'ateliers organisées par la direction elle-même.

Pourtant, les syndiqués CGT

du montage camion auraient bien aimé discuter de leurs problèmes et comme Séguy et Krasucki ne passaient pas dans leur atelier, ils sont allés à une trentaine dans le secteur voisin pour essayer de les rencontrer. La rencontre a été brève, Krasucki leur a simplement dit qu'il reviendrait ultérieurement pour une réunion de syndiqués.

Alors finalement, toute cette opération, présentée par la CGT comme une grande innovation en vue de la préparation de son 41^e congrès, n'a en fait été qu'une opération publicitaire même pas en direction des travailleurs, mais uniquement vis-à-vis de la presse et de la télévision.

Correspondant LO

La dictature félicitée par les économistes occidentaux

Le journal *Le Monde*, la presse économique, se sont félicités des bons résultats économiques de la Turquie à la suite du « super-plan d'austérité » mis en place en janvier 1980. D'après un rapport de l'OCDE (cette organisation des pays capitalistes occidentaux où l'influence américaine est prépondérante), ce plan aurait permis une reprise des exportations et une diminution de l'inflation (qui serait passée de 94 % en 1980 à 30 % en 1982). Quant au déficit extérieur, il serait passé de 2,3 milliards en 1981 à 1,5 milliard de dollars en 1982. Les créanciers occidentaux se frottent les mains. Mais le niveau de vie de la population turque, lui, a considérablement baissé depuis l'élaboration de ce « super-plan d'austérité » ; alors que déjà en 1980, 14,4 % de la population active était au chômage et que dans l'Est du pays une personne sur cinq seulement avait du travail, *Le Nouvel Economiste* du 12 avril relève que la situation s'est encore aggravée. Les salaires déjà amputés par l'inflation ont encore été limi-

tés par le gouvernement à l'occasion du renouvellement des conventions collectives. Les produits de première nécessité sont rares et chers, et nombreux sont les paysans qui doivent quitter la terre pour aller grossir les bidonvilles autour des villes.

Les prétendus « résultats économiques positifs » de la Turquie ont donc été obtenus au prix de l'aggravation du chômage et de la baisse du niveau de vie de la population.

Il a fallu néanmoins l'aggravation de la dictature policière et militaire pour parvenir à de tels résultats « économiques ». En septembre 1980, l'une des premières mesures de la junte militaire au pouvoir avait été l'instauration d'une justice plus expéditive et un élargissement des pouvoirs des tribunaux militaires, la dissolution des syndicats et la suspension du droit de grève. Il n'y a pas qu'en Pologne qu'on « normalise ». Et cette normalisation-là reçoit les félicitations des experts économiques occidentaux.

Odetta DYLAN



Les militaires à l'œuvre

En Turquie, le chef de l'opposition Bülent Ecevit avait été à nouveau arrêté samedi 10 avril sous l'accusation de « préjudice au prestige de l'Etat turc » : il avait donné une interview à la BBC qui n'avait pas plu aux militaires au pouvoir.

La cour martiale d'Ankara a cependant décidé sa libération.

Eh bien, trois heures après, il était à nouveau arrêté, et cette fois-ci pour des motifs inconnus.

Et encore les militaires prennent-ils des gants avec

ce politicien qui n'hésitait pas, lui aussi, à réprimer quand il était au pouvoir comme Premier ministre avant le coup d'Etat.

Il n'en est pas de même pour les militants ouvriers. Le procès des 52 dirigeants syndicalistes qui avait débuté le 12 décembre dernier a repris. Les accusés auxquels sont reprochés l'organisation de grèves et de manifestations ont été torturés durant leur détention. Ils sont jugés sans avocat. Ils risquent la peine de mort.

« Marches de Pâques » :

Le succès du Pacifisme

Des « Marches de Pâques » ont marqué le week-end des 11 et 12 avril derniers. Dans plusieurs villes européennes, des dizaines de milliers de manifestants ont à nouveau protesté contre la course à l'armement nucléaire.

La Suisse a été gagnée par ce mouvement. En Ecosse, à Glasgow, des milliers de personnes ont également protesté samedi 9 avril contre la décision de la Grande-Bretagne de se doter du missile nucléaire Trident pour les sous-marins. A Chicago, aux Etats-Unis, le même jour une marche pour la paix a réuni d'autres milliers de protestataires.

Ce mouvement pacifiste vivace a encore connu sa plus grande ampleur à nouveau en Allemagne fédérale. C'est dans ce pays en effet qu'il a été prévu par l'OTAN d'installer des missiles. A Francfort, à Dortmund, à Berlin-Ouest, ailleurs aussi, de nombreux manifestants se sont une fois encore regroupés. Après la grande démonstration du 10 octobre 1981 qui avait réuni plus de deux cent mille per-

sonnes, il semble qu'il y ait de la part des pacifistes allemands la volonté de ne pas baisser les bras et de ne pas se déclarer vaincus. Pour les discréditer, les partisans à tous crins des missiles emploient la classique accusation d'être manipulés par l'Union soviétique. Mais à en juger par la persistance du mouvement, ces calomnies ne paraissent pas très efficaces. La force des protestataires en Allemagne fédérale paraît même faire tache d'huile en Allemagne de l'Est, au grand déplaisir du gouvernement Est-allemand. Le mouvement pour la paix, qui se fait jour en RDA, est en effet contrecarré par les autorités qui applaudissent les manifestants d'Allemagne fédérale... mais entravent toute action de pacifistes en Allemagne de l'Est.

C'est que le gouvernement Est-allemand ne contrôle absolument pas ce mouvement et qu'il craint que ce mouvement pour la paix regroupe tous les mécontents du régime d'Allemagne de l'Est.

G.F.

Procès des Brigades Rouges



Les membres des Brigades Rouges extraits de leur cage lors de l'ouverture du procès à Rome.

(AFP)

Mercredi 14 avril, s'est ouvert à Rome le procès des membres des Brigades Rouges qui en mai 1978 avaient exécuté Aldo Moro après l'avoir séquestré pendant 6 jours.

Cet assassinat avait fait grand bruit à l'époque. Les autorités italiennes et les partis politiques de ce pays, de la Démocratie Chrétienne au Parti Communiste, avait alors risqué délibérément la mort d'Aldo Moro en

refusant de libérer, en échange de sa vie, des membres des Brigades Rouges qui se trouvaient alors en prison.

Le marché : la vie d'un homme contre la liberté d'autres hommes, puis l'assassinat de cet homme avaient soulevé d'indignation de l'opinion.

Quelques jours avant d'être exécuté, Aldo Moro avait fait parvenir à la presse des lettres dans lesquelles il rendait res-

ponsables de sa future mort ses amis politiques de la Démocratie Chrétienne et tous les politiciens qui se payaient le luxe d'être intransigeants avec les Brigades Rouges en jouant de sa vie.

Au Parlement et au gouvernement italien siègent des politiciens respectables mais responsables à leur manière de la mort d'Aldo Moro. Qui fera leur procès ?

La destruction massive des forêts en Asie

Un rapport de l'ONU vient de faire le bilan de la destruction rapide de la forêt en Asie. Ce rapport constate que 5.000 hectares de forêts disparaissent chaque jour dans ce continent, soit près de deux millions d'hectares par an.

Le triste record serait dans cette région du monde détenu par l'Indonésie avec 500.000 hectares déboisés par an, ce pays devenant le plus gros producteur exportateur de bois de toute l'Asie. Elle passe devant la Thaïlande (333.000 hectares déboisés par an) obligée aujourd'hui d'importer du bois... pour continuer à faire tourner ses scieries !

Car l'une des raisons de cette destruction est l'exploitation forestière qui est pour l'essentiel aux mains de

sociétés impérialistes qui se livrent à des coupes sans ménagement qui épuisent la forêt.

Cette destruction massive et anarchique de la forêt tropicale n'est pas propre à l'Asie, mais touche tous les pays du Tiers-Monde, particulièrement l'Amazonie où elle est l'œuvre de compagnies nord-américaines et européennes.

On parle parfois de protection de la nature et de l'environnement, mais c'est alors généralement des pays européens ou des Etats-Unis qu'il s'agit. Dans les pays du Tiers-Monde, c'est à grande échelle et rapidement que l'environnement est détruit pour les plus grands profits des trusts qui en exploitent les richesses.

Les socialistes japonais déçus par leurs amis français

Commentant le voyage de Mitterrand au Japon, *Le Figaro* se fait l'écho de la gêne qui existerait au sein du Parti Socialiste japonais.

Tout comme d'ailleurs un certain nombre d'électeurs français, le PS japonais avait pris au sérieux les déclarations de Mitterrand condamnant les armements nucléaires et les expériences à Mururoa. Toutes choses

aujourd'hui remises, au point que Mitterrand a même refusé de faire escale à Hiroshima. Un symbole !

Comme nombre d'anti-nucléaires en France, les socialistes japonais doivent donc convenir que si le candidat Mitterrand parlait d'or sur ces questions, aujourd'hui il ne parle plus que d'argent... pour les industriels s'entend !

La France et l'opposition centrafricaine :

La prudence prime sur le droit d'asile

Ange Patassé, dirigeant du « Mouvement de libération du peuple centrafricain » qui s'était réfugié il y a plus d'un mois à l'ambassade de France de Bangui, a été transporté au Togo par un avion de l'armée française. Il devra s'y abstenir de toute activité politique.

Le gouvernement français n'a

donc pas remis Ange Patassé entre les mains du régime militaire de Centrafrique qui réclamait le réfugié. Mais il n'a pas non plus accordé à Patassé l'asile politique en France. Les bonnes relations avec le régime militaire centrafricain sont passées avant les grands principes.

Un an de la vie de 15 millions d'Indiens pour Dassault

Enfin, ça y est. Le gouvernement français a obtenu du gouvernement indien ce qu'il voulait. Le contrat portant sur la livraison à l'Inde de 40 Mirage 2000, le dernier cri de la technique guer-

rière Dassault, vient d'être signé. Il rapportera aux industriels de l'armement 19 milliards de francs, soit le revenu annuel moyen de ce pays pour 15 millions d'Indiens...

Gare au Mirage

En France, le Mirage fait déjà des victimes : l'un d'eux s'est écrasé, mardi après-midi, dans le sud de la Corse près de Ghisonaccia.

Le pilote s'en est bien tiré,

merci pour lui. Mais pas trois malheureuses vaches qui brouaient tranquillement et qui n'avaient pas demandé à mourir ainsi... au champ d'honneur, comme on dit.

Le show-biz s'empare des « has been »

Un impresario américain ingénieux, Harry Walker, a monté une affaire qui semble fort lucrative : la petite société qu'il a créée, la « Harry Walker Incorporated », a pour mission de promouvoir les spectacles des « has been ». Cette nouvelle race d'artistes (l'expression américaine signifie « ceux qui ont été ») sont entre autres des hommes politiques déçus, anciens présidents de préférence.

Ainsi dans les produits lancés (il faut plutôt dire relancés) par Harry Walker Inc., on trouve du Jimmy Carter, du Gerald Ford, ou même des recrues qui « ont été » un peu moins, mais bénéficieraient tout de même d'un nom largement connu, tel Henry Kissinger ou, la dernière en date : Kurt

Waldheim.

La Harry Walker Inc. organise alors avec ses têtes d'affiche des cycles de conférences. Tout le monde y trouve son compte : le tarif serait, sur la base d'un maximum de 20 conférences par an demandé à chacun des artistes, un cachet de 20.000 dollars par conférence, sur lesquels l'impresario prélève un tiers pour son compte.

Le journal *Le Nouvel Economiste* qui donne cette information estime que « la Harry Walker Inc. ignore superbement la crise ». C'est bien normal : comme la crise a l'habitude d'user les hommes politiques plus vite, la H.W.I. ne risque pas de se trouver à court de matière première.

Olivier BELIN

La bataille pour les Malouines et ses premières victimes

• Le coup de Boomerang

Par mesure de rétorsion à l'invasion des Malouines, le gouvernement britannique a décidé l'embargo sur tout le commerce avec l'Argentine ainsi que le gel des avoirs argentins en Grande-Bretagne. On allait voir ce qu'on allait voir... Et on a vu. Les premières victimes de l'intransigence du gouvernement de Mme Thatcher sont à Londres, au cœur même de la City où un certain nombre de gentlemen se font paraître un sang d'encre en ne voyant pas arriver les fonds qu'ils escomptaient. C'est que l'Argentine devait rembourser quelque dix milliards de dollars dans l'année ; dix milliards qui ne seront pas remboursés en temps et en heure puisque les relations économiques entre les deux pays sont coupées.

De même la Lloyds Bank et la National Westminster Bank qui devaient percevoir les intérêts de leurs prêts devront attendre. Les industriels ne sont guère mieux lotis puisque les marchands de canons anglais ne peuvent plus vendre d'armes et de munitions aux généraux argentins. Le secteur du textile éprouverait, lui aussi, des difficultés !

Quant à la livre, plus la flotte approche de son but, plus elle menace de couler.

Pas de doute, le boomerang doit figurer à l'arsenal anglais...

• Solidarité bien ordonnée

Pour venger (ou sauver) l'honneur du vieux lion britannique, la Communauté Economique Européenne a décidé d'interdire l'accès du marché européen à l'ensemble des produits en provenance d'Argentine. Si cette décision est respectée, elle pourrait causer des dommages importants à l'économie argentine. En effet, 30 % des exportations de viande et de produits industriels argentins partent vers l'Europe.

Comme quoi, quand ils le veulent vraiment, les dirigeants des « démocraties » occidentales savent bien trouver des moyens de pression ! Mais ils ne s'en aperçoivent que lorsqu'on marche sur les orteils de l'un d'eux. Par contre, ni la torture, ni les milliers de meurtres, d'emprisonnements, d'enlèvements qui ont eu lieu en Argentine ne les avaient jamais empêchés d'entretenir les meilleurs rapports avec les dictateurs de Buenos-Aires.



Des soldats argentins attendant la Royal Navy de pied ferme sur les Falkland-Malvinas-Malouines. (AFP)

• Le plus malouin

Un qui a voulu dire son mot sur les événements, c'est un Français nommé François de Bougainville, un descendant de Louis Antoine de Bougainville, celui qui colonisa l'archipel des Malouines au XVIII^e siècle (et leur donna le nom des habitants de St-Malo). L'actuel et lointain rejeton du découvreur des Malouines a en effet adressé un télégramme de félicitations au gouvernement d'Argentine. Il en voulait toujours à la vieille Angleterre qui avait raflé la conquête de grand-papa...

Et c'est signé M. le comte. Eh oui, quand on est comte, on est... comte !

• Mais comment faire oublier les blindés franco-argentins ?

Le *Canard Enchaîné* de la semaine dernière avait révélé que le gouvernement français, malgré les engagements de Mitterrand de ne pas livrer d'armes aux dictatures sud-américaines en particulier, envisageait de coopérer avec l'Argentine pour la construction de mille engins blindés d'attaque et de transport de troupes.

De vertueux démentis ont été publiés par les services du Premier ministre et de l'Élysée selon lesquels « aucune décision » n'aurait été prise. Et pourtant, cette semaine *Le Canard* revient à la charge, confirme ses accusations et se paye, en prime, le luxe d'expliquer en quoi et comment les porte-parole gouvernementaux ont joué sur les mots pour « adapter » la vérité.

S'il n'a, en effet, été pris « aucune décision » concer-

• Le cassoulet en péril

La CEE a interdit l'Europe aux bovins argentins et aux autres productions de ce pays, mais ça ne fait pas que des heureux ici : le cassoulet français fabriqué par l'ancien rugbyman français Laurent Spanghero est sur la touche. C'est que les haricots qui garnissent son cassoulet viennent de là-bas. Et Spanghero s'est inquiété de l'arrêt des relations commerciales avec l'Argentine.

En voilà au moins un qui a la reconnaissance du ventre et qui préfère fayoter avec les généraux argentins plutôt qu'avec les amiraux britanniques !

nant la construction des mille engins, c'est uniquement parce que la question n'était pas formellement à l'ordre du jour du Conseil interministériel réunissant Mauroy, Cheysson et Hernu à l'issue duquel les trois ministres ont donné le feu vert pour la mise en route de la pré-série de blindés, une étape préalable indispensable à la construction des engins à une large échelle !

De plus, quoi qu'en aient dit les porte-parole officiels, les engins livrés à l'Argentine pourront être utilisés contre la population. C'est d'ailleurs ce que reconnaît une note du ministère des Affaires étrangères qui affirme que ces matériels sont « utilisables pour la répression ». On le voit, être ministre socialiste n'empêche pas d'être sacrément jésuite !

Un Conseil régional recyclé

● C'est seulement ces tout derniers jours qu'a été révélé le contenu du protocole signé le 8 février dernier entre EDF et le Conseil général de Midi-Pyrénées au sujet de la centrale nucléaire de Golfech. Et encore, le texte même de cet accord reste secret, les signataires refusant de le divulguer.

Depuis trois ans, de nombreuses manifestations ont eu lieu contre la construction de cette centrale, qui était repoussée également par les communes concernées, par le Conseil général du Tarn-et-Garonne et par le Conseil régional de Midi-Pyrénées. En août dernier, le gouvernement décidait de «geler» provisoirement le site de Golfech (ainsi que ceux de quatre autres centrales nucléaires) et d'organiser de nouvelles consultations au niveau local et régional. C'est à cette occasion que le Conseil régional de Midi-Pyrénées, à majorité socialiste est revenu sur son opposition à la cen-

trale (puisque le gouvernement qui le lui demande est maintenant socialiste), mais en obtenant d'importantes contreparties de la part d'EDF. Ce sont ces contreparties qui font l'objet du protocole signé le 8 février.

D'après Le Monde du 14 avril (qui ne précise pas ses sources d'informations, alors que le texte du protocole, rappelons-le, est tenu secret), l'un des points concédés par EDF est de s'engager à ce que 60% des travailleurs du chantier et 40% des employés de la future centrale soient recrutés dans la région.

EDF s'engagerait, d'autre part, à s'adresser à des entreprises locales pour effectuer au moins une partie des travaux (soit 1,2 milliard de francs sur les 11 que coûterait la centrale). Voilà de quoi justifier son retournement de veste vis-à-vis des électeurs de la région et faire



Manifestation à Golfech en novembre 1981.

(Ph. AFP)

plaisir aux patrons locaux.

Enfin, toujours d'après Le Monde, EDF aurait accepté de verser au Conseil régional de Midi-Pyrénées une «super-taxe régionale» de 10 millions par an pendant la construction de la centrale, et 6 millions par an ensuite. Cette super-taxe (qui s'ajouterait aux taxes professionnelles et foncières déjà versées normalement par EDF aux communes et au département), à quoi

servirait-elle ? A financer «des actions en faveur des énergies nouvelles». Voilà pour satisfaire ceux qui ne voulaient pas de la centrale : avec le pot-de-vin du nucléaire, on arrosera des entreprises de la région pour qu'elles recherchent, en principe, sur le solaire ou autre chose !

Super-taxe régionale, marchés assurés à des entreprises locales, autant de forme des «retombées

économiques» (pour reprendre l'expression du Monde) qu'aura la centrale de Golfech. Espérons qu'elle n'aura pas un autre type de retombées.

A en croire Le Monde, cet accord entre EDF et le Conseil régional de Midi-Pyrénées serait une véritable révolution, conséquence de la réforme régionale mise en place par le gouvernement. Et ce dernier serait gêné par cet accord qui est notamment contradictoire avec la pratique habituelle, qui veut que les commandes pour de tels chantiers se fassent en mettant les entrepreneurs en concurrence à l'échelle nationale par appel d'offres.

Si bien qu'on ne sait pas si cet accord sera finalement entériné. Mais ce qu'on sait, c'est qu'EDF est prête à arroser les industriels locaux pour retourner le Conseil régional Midi-Pyrénées ! Il ne lui sera pas aussi simple de se débarrasser de l'opposition des anti-nucléaires.

Jean-Louis CHAMPENOIS

QUAND LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES BRISAIENT CEUX QUI VOULAIENT BAISSER LES PRIX

Des grandes compagnies pétrolières, telles la CFP et Shell France, vont comparaître devant la sixième Chambre correctionnelle de Marseille à l'automne prochain.

Cela fait onze ans que M. Bodourian, un revendeur indépendant en carburants, avait porté plainte après la mise en réglementation judiciaire de sa société. En 1972, il avait été victime des pratiques des compagnies visant à éliminer «les récalcitrants», c'est-à-dire ceux qui voulaient faire cavalier seul et vendre en dessous des tarifs décidés par les compagnies pétrolières. En effet, dans la fin

des années soixante, alors que le prix du pétrole brut en valeur réelle diminuait depuis une dizaine d'années, les compagnies s'étaient concertées, d'une part pour se partager le marché et d'autre part pour y imposer des prix bien au-dessus des cours. Cela avec l'accord de la Direction des carburants du ministère de l'Industrie. Mais il leur restait à liquider la concurrence des empêcheurs de tourner en rond, c'est-à-dire des petits revendeurs qui pensaient se ménager une part du marché en pratiquant des prix moins chers que les compagnies.

Alors celles-ci décidèrent de

«couper les vivres à ceux qui ne respectent pas leurs décisions» et de faire «connaître aux perturbateurs récalcitrants le tribunal de commerce», d'après les termes mêmes d'une circulaire des compagnies. C'est ce qu'il advint à M. Bodourian et d'autres. Mais celui-ci étant têtue, c'est toute une brochette d'huiles du pétrole, le président et le directeur général de la CFP, le P-DG de Shell-France et son prédécesseur entre autres, qui devraient se retrouver à la barre des accusés. On est très curieux du résultat...

Patricia MULLAN

Conférence de la mer : vaguelettes au-dessus des nodules

A la fin de ce mois va se terminer à l'ONU la 11^e session de la Conférence sur le droit de la mer. Cela fait huit ans que durent ces négociations, qui opposent pays industrialisés et pays sous-développés.

Le point le plus important en litige est l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins. A l'heure actuelle, cinq consortiums internationaux sont constitués en vue de cette exploitation, dont quatre sont dominés par des firmes américaines.

Les pays sous-développés défendent la thèse que ces richesses appartiennent à toute

l'humanité et doivent donc être partagées. Mais les grands groupes internationaux qui se sont lancés sur l'affaire sont pratiquement les seuls à mettre au point les techniques d'exploitation. Ils veulent garder leur hégémonie sur les richesses de la mer, forts de leur supériorité technique, et partent du principe que, les richesses des grands fonds marins appartenant à tout le monde, il est donc normal que ceux qui ont aujourd'hui les moyens de les extraire se les approprient !

Rien d'étonnant que ce soient donc les Etats-Unis qui se soient jusqu'à présent montrés défen-

seurs intransigeants de la loi du premier exploitant. Pourtant, la presse rapporte que la position américaine se serait, depuis quelques jours, assouplie.

Seulement voilà : dès février, l'administration Reagan a fait savoir que le gouvernement américain, accord ou pas, commençait à attribuer unilatéralement à ses consortiums des droits d'exploitation. De blocages en concessions, il suffit de faire des vagues pour faire traîner en longueur les négociations : le temps travaille toujours pour celui qui est parti le premier, surtout quand c'est celui qui a tous les moyens d'aller plus vite.

Laurence VINON

LES VEAUX AUX HORMONES COURENT TOUJOURS



Venant après la découverte, il y a deux semaines, près de Poitiers, d'un important stock d'hormones, l'arrestation à la frontière franco-italienne d'un commerçant italien qui dissimulait 1.300.000 F a fait de nouveau rebondir l'affaire des veaux aux hormones.

Car ce commerçant a révélé l'existence d'un véritable réseau de trafic de bétail entre la France et l'Italie. Ainsi, des veaux de qualité médiocre et en mauvais état étaient achetés et «revigorés» par un traitement aux hormones puis étaient revendus en Italie sous le label «qualité supérieure» ! Tout un circuit de documents falsifiés, de fausses factures et de certificats médicaux de complaisance avait été mis sur pied.

Décidément, six ans après le vote d'une loi, en 1976, censée déjà interdire l'usage d'oestrogènes dans l'élevage des veaux, et après le boycott du veau lancé en 1980 par des organisations de consommateurs (à la suite duquel de nouvelles mesures avaient encore, en théorie, renforcé les contrôles), les trafiquants sont encore bien vaillants. La situation, selon les organisations de consommateurs, en est même au point qu'elles menacent le gouvernement d'un nouveau boycott. Et dénonçant «l'inquiétante évolution de la situation», elles réclament un «durcissement de la loi française», «des contrôles et des sanctions».

Du côté gouvernemental, évidemment, on se défend : en promettant d'une part que des actions systématiques et coordonnées de contrôle des animaux vivants seront faites dans les prochains jours, et que le marquage des veaux sera désormais systématiquement contrôlé pour pouvoir remonter de l'abattage à l'élevage, et en rappelant, d'autre part, que les contrôles avaient été renforcés il y a quelques mois, et que la loi française est «une des plus strictes de tous les pays européens». Oui, bien sûr, la loi française est peut-être une des plus rigides. Mais il faut constater alors qu'elle doit être une des plus impuissantes, en tout cas face aux trusts pharmaceutiques et aux sociétés agro-alimentaires qui dominent le marché européen du veau.

Nelly MEYER



Le capitalisme japonais : La vitrine et la réalité

Mitterrand au Japon : les croissants ne décrochent pas la lune

● C'est accompagné d'une brochette de ministres que Mitterrand a atterri au Japon : Michel Jobert, bien sûr, en tant que chef des ventes ;

Cheysson, en tant que chef des parolotes ; mais aussi Chevènement, Delors et même Jacques Lang, le ministre de la Culture, pour pouvoir parler d'autre chose si, côté commerce, cela ne marchait pas fort.

Car c'est avant tout en VRP des industriels français que Mitterrand est parti tenter de placer un peu de camelote à ce Japon, meilleur vendeur qu'acheteur, paraît-il. C'est pourquoi, en guise de conseillers techniques, toute une escouade de chefs d'entreprises privées ou fraîchement nationalisées font partie de l'escorte présidentielle. Conseillers ou surveillants, on ne sait pas trop d'ailleurs, puisqu'à en croire Le Monde du 13 avril, dans les milieux patronaux, « on craint que, à l'occasion du voyage du président de la République, la France ne se laisse aller à quelques concessions et n'ait pas une attitude assez ferme vis-à-vis de son interlocuteur japonais ».

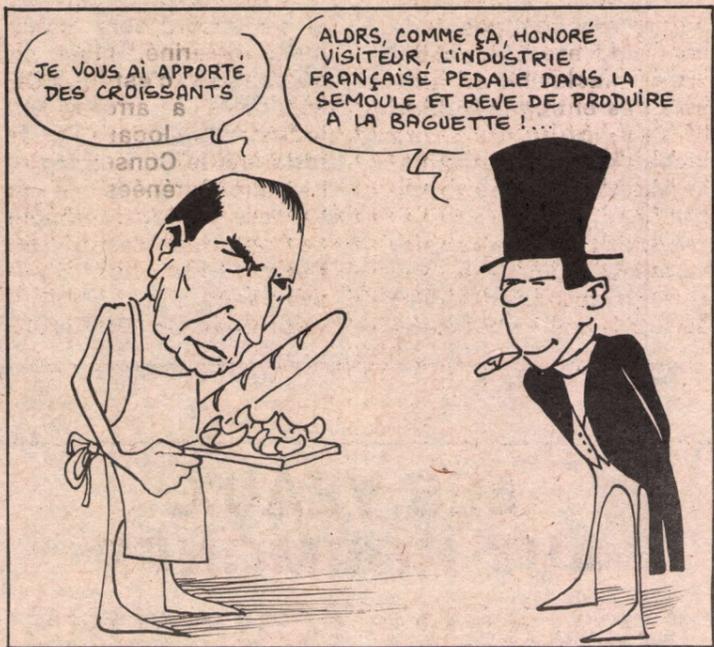
C'est que voilà : il n'y a pas grand-chose d'intéressant pour les Japonais, dans la valise des représentants français. Le vice-

président de Roussel-Uclaf, Jacques Machizaud, a eu beau déclarer : « Le fond de l'affaire est de changer l'image de marque de la France et de faire comprendre aux Japonais qu'il n'y a pas seulement la cuisine et la haute couture chez nous, mais aussi l'aéronautique ou le nucléaire », il semble bien que les industriels français devront se contenter de la cuisine. La veille de l'arrivée de Mitterrand, le gouvernement japonais a en effet fait savoir qu'il était prêt à abaisser les taxes sur le cognac et les eaux-de-vie françaises et à autoriser les importations de farine à croissants !

Pourtant, pour réussir son démarchage, Mitterrand avait pris la peine de se faire précéder par son ministre du Commerce, quelques semaines auparavant. Apparemment, le succès n'a pas été grand. Et Mitterrand lui-même pourrait bien revenir bredouille. Un voyage au Japon, en effet, n'a guère de chances de rapporter autant de contrats qu'un voyage en Arabie Saoudite ou en Egypte. Mais cela fait partie du métier

de démarcheur : tous les déplacements ne rapportent pas.

Alors, histoire de sauver la face, les commentaires officiels insisteront sur l'aspect « historique » de cette visite protocolaire. Les journaux se devront d'insister, comme Le Figaro du 13 avril, sur ce « pèlerinage aux sources d'une civilisation à la fois très ancienne et très moderne ». Et Mitterrand parlera au nom de l'Europe tout entière, pas moins ! Car il ne peut tout de même pas dire qu'il n'est parti aux antipodes que pour les cognacs Martell et les Grands Moulins de Paris. D'autant qu'il s'agirait d'un succès commercial pour le moins laborieux puisqu'en ce qui concerne la farine, il n'a pas fallu moins de onze visites successives au Japon, précédant celle de Mitterrand, de Jean-Louis Vilgrain, le PDG des Moulins de Paris lui-même, pour négocier l'implantation d'une chaîne de boulangeries industrielles au nom rêveur « Vie de France au pays du Soleil Levant ». Reste à savoir si la pâte lèvera aussi bien que le soleil.



Le « miracle » protège-t-il le capitalisme japonais de la crise ?

Selon les circonstances, les gouvernants français nous présentent le Japon comme un danger ou comme un modèle. Un danger, parce qu'il serait un concurrent économique trop envahissant, inondant la planète de ses produits et, qui plus est, « déloyal » puisqu'il se protégerait de « nos » exportations par toutes sortes de barrières protectionnistes. C'est l'argument qui permet, tant au gouvernement américain qu'à ceux des impérialismes européens, de menacer le Japon de représailles protectionnistes.

D'un autre côté, nous dit-on, le Japon serait le modèle de la réussite capitaliste, un exemple à suivre : si l'économie du Japon se porte bien, ce serait parce que le patronat bénéficie du « consensus » social, que les travailleurs sont « travailleurs », raisonnables, ne s'absentent pas, etc. Et cette réussite économique, laisse-t-on entendre, permettrait au Japon d'aborder la crise économique mondiale en meilleure posture que les autres. Employons les méthodes capitalistes à la japonaise, et le capitalisme français montrera de quoi il est capable ! Voilà en substance la propagande gouvernementale et patronale à l'heure actuelle.

Certes, le Japon, sorti dévasté de la Deuxième Guerre mondiale, a réussi à devenir la troisième puissance commerciale derrière les Etats-Unis et l'Allemagne occidentale. Il

s'est taillé la place de premier exportateur de produits sidérurgiques, premier dans la construction navale (place qu'il a gardée, malgré l'importante régression qu'a connue ce secteur depuis 1973), il domine dans le marché de la moto, celui de la photo, de la hi-fi... Et depuis 1980, il a ravi aux Etats-Unis eux-mêmes la place de premier constructeur automobile.

UN PAYS TOUCHE COMME LES AUTRES PAR LA CRISE

Mais cette croissance accélérée, cette « compétitivité » (en réalité dans certains secteurs seulement) de l'économie japonaise mettent-elles pour autant le capitalisme japonais plus à l'abri de la crise économique que les autres pays ? Certainement pas. Lors de la récession de 1975, le Japon fut, avec les Etats-Unis, le pays le plus touché par la crise, même si la croissance reprit assez vite dans les années suivantes. Avec la nouvelle récession des années 1980, le Japon semble pour le moment avoir un peu moins accusé le coup que les autres grands pays capitalistes puisque, selon les statistiques, il a maintenu un taux de croissance économique positif, en sensible diminution toutefois. Il a été de 3,8 % pour l'année fiscale 1980, et pour l'année fiscale 1981 (qui va d'avril 1981 à fin mars 1982),

il faut s'attendre à moins de 3 %, d'après les récentes déclarations de l'agence japonaise de la Planification économique. Seulement, pour le dernier trimestre connu, allant d'octobre à décembre 1981, les mêmes sources officielles font apparaître une baisse de 0,9 % du produit national brut (c'est la première fois qu'on enregistre une baisse de la production au Japon depuis trente ans, à l'exception du premier trimestre 1975). Le Japon, à son tour, paraît donc bel et bien touché par la crise économique. En tout cas, on est loin de la croissance « miraculeuse » du Japon, qui était en moyenne annuelle de 9,7 % entre 1953 et 1973, à une époque où celle des Etats-Unis ne dépassait pas 3,7 %.

UNE ECONOMIE VULNERABLE

Non, le Japon n'est pas épargné par les contradictions de l'économie capitaliste. Bien au contraire. L'économie japonaise est tout particulièrement soumise à la division mondiale du travail. Tout ce qui a fait le dynamisme de l'économie japonaise pendant les décennies de prospérité, la mise sur pied d'une industrie de pointe tournée vers l'exportation, est aussi son talon d'Achille. Et l'industrialisation accélérée du Japon comporte bien des déséquilibres.

Cette course effrénée à la production, dans les secteurs pouvant devenir vite rentables sur le marché mondial, s'est faite au détriment de secteurs peut-être plus vitaux pour la population du pays. Et encore aujourd'hui, quoi qu'on en dise, le Japon présente bien des aspects d'un pays sous-développé : manque d'équipements sociaux, de routes, de logements.

LA DEPENDANCE A L'EGARD DU CAPITALISME AMERICAIN

Le Japon, ce soi-disant « envahisseur », est en réalité lui-même étroitement dépendant des économies occidentales, à commencer par celle des Etats-Unis. Son alimentation elle-même est hautement dépendante de ses importations : dans les années 1950, le Japon produisait plus de 80 % de sa nourriture ; en 1970, cette proportion est tombée à 50 %, et à 42 % depuis 1976. Et dans les importations du Japon, les aliments occupent la deuxième place, après la facture pétrolière.

Cette dépendance alimentaire, entre autres, est l'un des plus lourds tributs que le Japon ait payés à son industrialisation. Cela n'empêche que les barrières de protection que le Japon a érigées pour protéger sa production agricole font partie des principaux griefs du

gouvernement américain à l'encontre du Japon. Pourtant, les Etats-Unis sont le premier fournisseur du Japon sur le plan alimentaire (fournissant 38 % de ses importations). Ils lui ont vendu en 1981 pour 6 milliards de dollars de produits agricoles, soit 15 % de toutes les exportations alimentaires des USA. « Le fait que le Japon achète une grande quantité de nourriture en Amérique — écrit le Financial Times du 17 mars dernier — tend à être oublié dans la frustration que ressentent les Américains au fait que les Japonais n'achètent pas encore bien plus. » Et les pressions américaines, explique ce journal, viennent de contraindre les Japonais à accepter d'avancer de six mois les négociations des quotas qui limitent actuellement leurs importations de bœuf et d'agrumes et d'engager dans les mois prochains les discussions sur d'autres produits.

Les autres grandes puissances capitalistes, et les Etats-Unis en premier lieu, ont bien des moyens de pression sur le Japon pour l'amener à faire des concessions, et ne se gêneraient pas pour adopter à son égard des mesures protectionnistes. Et le Japon, ce « miracle » du capitalisme mondial, pourrait tout aussi bien en devenir prochainement l'un des maillons faibles, dans le cas d'une aggravation de la crise mondiale et du ralentissement des échanges internationaux.



Le capitalisme La vitrine

Comment la classe ouvrière japonaise fait les frais de la crise

Le Japon n'échappe pas à la crise qui touche toutes les puissances capitalistes. Depuis 1973-1974, de nombreux secteurs ont été touchés : un rapport de l'OCDE sur le Japon de juillet 1981 cite en particulier la fabrication d'acier au four électrique et au four Martin, les fonderies d'aluminium, la production de fertilisants chimiques, les filatures de coton et de laine, les produits en fibres synthétiques et, bien sûr, les chantiers navals. « La réduction des capacités excédentaires a été assurée soit par leur mise au rebut, soit par leur reconversion à de nouvelles activités, et une proportion substantielle de la main-d'œuvre a été licenciée », écrit ce rapport. Et l'OCDE estime que, si cette restructuration de l'économie japonaise a pu être réussie, c'est grâce à la « flexibilité des salaires et des apports de main-d'œuvre ». Pour parler clair, cela signifie que la bourgeoisie japonaise a fait payer à la classe ouvrière les frais de l'abandon de certains secteurs industriels, pour pouvoir investir dans les secteurs qui lui rapportaient plus de profits.

Alors, il n'y a pas eu, comme aux Etats-Unis, comme en Grande-Bretagne ou en France dans la sidérurgie, des vagues de licenciements massifs et spectaculaires. Car les structures du capitalisme japonais donnent à sa bourgeoisie d'autres moyens de réduire le niveau de vie des travailleurs et de les contraindre à l'inactivité forcée ou à accepter un travail moins payé.

LA SOUS-TRAITANCE, LES PETITES ENTREPRISES ET LE MYTHE DE L'EMPLOI A VIE

La fameuse « compétitivité » de l'économie japonaise est basée sur l'existence, aux côtés d'une poignée de gros trusts (les 9 plus gros d'entre eux contrôlent l'essentiel des industries d'exportation), d'une nuée de moyennes et petites entreprises. En 1980, d'après les statistiques officielles du gouvernement japonais (publiées en France par la revue Japon-Economie), pour 9 millions d'employés recensés dans les entreprises de plus de 500 salariés, on en comptait 24 millions dans celles de moins de 500, dont 13,5 millions dans les toutes petites entreprises de moins de 30 salariés. Et ces petites entreprises ne s'occupent pas que des secteurs laissés de côté par la grande industrie ; elles en sont aussi l'une des

composantes, par le système de la sous-traitance.

Un exemple typique est la société Fujitsu Fanuc, qui possède l'usine la plus automatisée du monde, qui fabrique des robots avec des robots, mais qui sous-traite la fabrication des circuits imprimés à des petites entreprises et même à des femmes qui font le travail à domicile au Japon et en Corée. « Toyota, par exemple, n'emploie que 40.000 titulaires. Mais on estime que 200.000 personnes environ travaillent en sous-traitance pour l'entreprise », écrivait en 1975, dans la préface du livre Toyota, usine du désespoir, le traducteur de l'ouvrage.

Dans ces petites entreprises, on se livre à une exploitation accrue des travailleurs : les salaires sont beaucoup plus bas (les salaires horaires d'une entreprise de moins de 100 salariés sont en moyenne de 40 % inférieurs à ceux des entreprises de plus de 1.000 salariés), les conditions de travail plus mauvaises, et les travailleurs n'y connaissent aucune stabilité. Ils peuvent être contraints de faire 60 heures par semaine, comme voir du jour au lendemain leur entreprise fermer boutique, quand la maison-mère diminue ses commandes et, en quelque sorte, réduit ainsi les effectifs des ouvriers qui assurent sa production par entreprise sous-traitante interposée.

Ajoutons à cela que les grosses entreprises utilisent souvent directement, en plus de leur personnel permanent, des travailleurs embauchés temporaires : ils sont un peu l'équivalent de nos intérimaires, ou des travailleurs embauchés avec des contrats à durée limitée, avec une différence de salaire plus grande encore entre le leur et celui des titulaires, et ils sont beaucoup plus nombreux. Ainsi, pour l'année fiscale 1979, l'usine sidérurgique Nippon Steel de Kimitsu, près de Tokyo, avait employé 9.000 ouvriers temporaires aux côtés des 7.500 ouvriers permanents.

Ces travailleurs surexploités, ouvriers des petites entreprises et embauchés temporaires des grosses, sont des femmes, des personnes âgées, obligées de travailler faute d'une retraite suffisante, ou font partie de ces immigrés de l'intérieur que constituent tous ceux qui, au cours de ces trente années du développement japonais, ont afflué des campagnes vers les villes. Ce sont ces travailleurs-là qui, depuis 1974, ont été les premiers à faire les frais de la crise et ont

permis aux capitalistes japonais de ne pas perdre de l'argent en investissant ailleurs, en « restructurant » comme ils disent.

LA SITUATION DES OUVRIERS DES GROSSES ENTREPRISES

Mais les ouvriers des grosses entreprises, ceux qui bénéficiaient en principe d'un « emploi à vie », eux aussi ont subi les conséquences des « réorganisations ». Pour commencer, leur nombre au cours de ces dernières années a été grandement diminué : cela s'est fait généralement sans licenciement, mais par des déplacements autoritaires d'un bout à l'autre du pays pour une autre usine du groupe, par des mises en retraite anticipée (mise au chômage déguisé puisqu'il n'y a pas de système de préretraite), par l'arrêt de l'embauche et le non-remplacement des partants. Et les travailleurs titulaires ont subi aussi les conséquences de la réduction du nombre de temporaires. Dans un article publié par Les Temps modernes de février 1981, l'auteur a interviewé un ouvrier de Toyota, qui explique : « Depuis 1972, ils ont progressivement arrêté de recourir aux saisonniers. La production est passée de 1.800.000 à 3.000.000 (voitures) en huit ans. Ça s'est fait petit à petit, les titulaires travaillant plus ». Et il explique qu'en dehors d'une modernisation de certaines tâches par le développement des robots, ça a été surtout la réorganisation des chaînes de montage, avec élimination de tout temps mort, accélération des cadences, extension du travail en équipe jour et nuit...

DES SEMAINES DE 48 HEURES, PRESQUE PAS DE CONGÉS

A cela il faut ajouter que les patrons ont toute latitude pour jouer largement sur les salaires, en particulier grâce aux primes versées deux fois dans l'année, appelées bonus, qui comptent souvent pour 30 ou 40 % de la rémunération totale. Et ils ne se sont pas gênés non plus pour jouer, en fonction des besoins du moment, sur les horaires de travail.

Dans un premier temps, en 1975 en particulier, on a vu de nombreuses entreprises, pour ajuster leur main-d'œuvre, réduire les heures supplémentaires (en réduisant d'autant la paye, évidemment). Mais, une fois les réductions de personnel progressivement effectuées, les heures supplémentaires ont repris de plus belle.



Une chaîne de montage automobile : les équipes japonaises effectuent une durée de travail annuelle de 25 % supérieure à celle pratiquée dans les usines automobiles européennes.

En 1980, 40 % des salariés japonais à temps plein ont travaillé plus de 48 heures par semaine, et même 15 % ont travaillé au-delà de 60 heures, nous apprend Le Monde diplomatique d'avril 1982. La durée moyenne de travail annuel était au Japon en 1979 de 2.159 heures, contre 1.785 heures de travail annuel en France (chiffre de 1978). Car non seulement au Japon la semaine est plus longue, mais en plus les ouvriers n'ont presque pas de jours de congés : il existe 12 jours fériés, mais qui ne sont pas forcément payés, et les congés payés dépendent de l'ancienneté (entre 6 et 20 jours), mais ne sont même pas toujours pris. Par exemple, en 1980, sur une moyenne de 14,4 jours de congés dus, 8,8 seulement ont été pris (Le Monde diplomatique d'avril 82).

A cela il faut aussi ajouter les heures supplémentaires non payées que l'on est souvent obligé de faire : « La chaîne tourne sans perdre une minute, du début du travail jusqu'à la fin », explique un ouvrier de l'usine automobile Toyota, cité dans Les Temps modernes de février 1981. « A cause de cela, tout ce qui concerne la sécurité, les explications des chefs, les notes de service, la transmission des ordres, tout cela nous est imposé en heures supplémentaires non payées. En plus, pour faire tourner la chaîne au maximum, la préparation des pièces ou le rattrapage d'une opération inachevée doivent être faits en dehors des heures ».

Un chômage

D'après les statistiques officielles, le chômage au Japon, bien qu'ayant augmenté ces dernières années, tournerait autour de 1.200.000 personnes, soit un taux de 2,1 % ; c'est-à-dire un taux relativement bas, par rapport à celui que connaissent les autres pays industrialisés à l'heure actuelle.

Mais à vrai dire, les statistiques officielles sont loin de rendre compte de la situation réelle de l'emploi. Car elles ne tiennent pas compte, entre autres, des femmes qui ont perdu leur emploi et qui ont été rayées des chiffres de la population active, des travailleurs temporaires ou saisonniers qui n'ont qu'un travail très épisodique. Et de toute façon, il suffit de travailler une heure par semaine pour ne pas être considéré comme chômeur.

Or justement, les chômeurs sont vite contraints de prendre toute sorte de petits travaux, même pour seulement quelques heures, puisque les allocations ne sont versées que pendant un temps très court (la durée des indemnités dépend de l'âge : 90 jours pour un travailleur de moins de 30 ans, 240 jours au-dessus de 45 ans et 300 jours au-dessus de 55 ans).

Bien sûr, n'entrent pas dans les comptes du chômage ceux qui sont restés salariés de leur entreprise, mais n'y sont plus qu'embauchés à temps partiel. De même que ne sont pas

Le japonais : et la réalité

La façon dont les entreprises licencient

La construction navale est l'un des secteurs, peut-être même le secteur le plus touché par les répercussions de la crise mondiale. Les chantiers navals japonais avaient connu une expansion rapide à la suite de la fermeture du canal de Suez en 1956, grâce à la commande de pétroliers géants. Elle possède une capacité de production de 19 millions de tonnes par an. Or depuis 1973 les commandes sont tombées : en 1977 (Le Monde des 11-12 décembre 1977), les commandes totales passées dans le monde n'étaient plus que de 12 millions de tonnes.

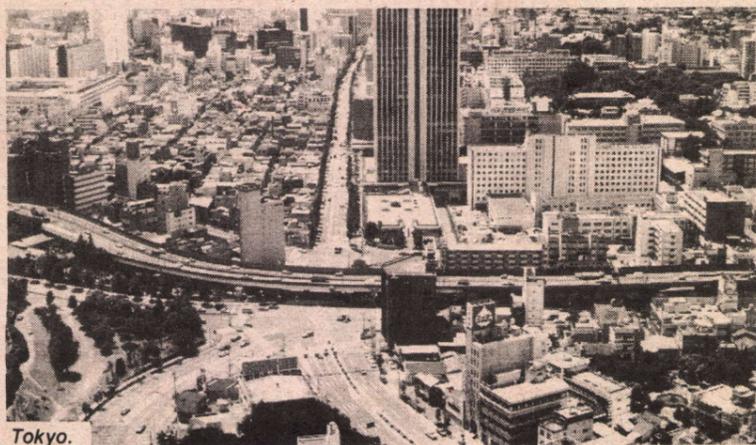
On trouve nombre de témoignages sur la manière dont les travailleurs de ce secteur ont été touchés, souvent avec l'approbation des syndicats des entreprises, mais pas toujours sans réactions de la part des travailleurs, dans le livre Japon, l'envers du miracle, de Kamata Satoshi (publié en français, aux

Le caché

comptés les nombreux travailleurs que, depuis 1974, les entreprises ont contraint de prendre une retraite anticipée, avant même l'âge habituel de mise en retraite, qui est 55 ans. Or la pension de retraite n'est versée qu'à partir de l'âge légal, 60 ans, et elle est trop faible pour permettre de vivre : elle varie entre 50 % et 60 % du salaire, pour celui qui la touche à taux plein. Et la plupart des vieux travailleurs touchent moins, car ils n'ont pas cotisé depuis assez longtemps. A 55 ans donc, plus tôt si l'entreprise a fait des mises en préretraite obligatoires, un travailleur repart chercher du travail. C'est pourquoi il est bien difficile d'estimer le chômage réel au Japon. En tout cas, l'hebdomadaire anglais l'Economist écrivait en août 1978 que c'était environ 4 millions de personnes qu'il fallait à l'époque rajouter au chiffre officiel, pour tenir compte de ce chômage caché. Aujourd'hui, une telle estimation doit être en-dessous de la réalité. Mais, en se contentant de reprendre le chiffre avancé en 1978 par le journal économique anglais, le nombre de chômeurs réels au Japon tournerait donc autour de 8 millions et demi, c'est-à-dire entre 8 et 10 % de la population active. C'est-à-dire un taux de chômage réel au moins égal aux plus forts taux de chômage des autres grandes puissances occidentales.

éditions Maspéro). Kamata Satoshi est un journaliste d'origine ouvrière qui avait également écrit Toyota, l'usine du désespoir, un reportage sur l'usine Toyota où il avait travaillé comme temporaire en 1972 (livre paru en français en 1975 aux Editions Ouvrières). Voici quelques-uns de ces exemples.

Dans la ville portuaire de Tadotsu, le dock de Hashihama Zosen avait été terminé en septembre 1974, précisément au moment où « le secteur de la construction navale sombra dans la crise, comme précipité du haut de la montagne d'équipement excédentaire qu'il avait lui-même construite ». Fin février 1978, les 700 ouvriers étaient licenciés, avec l'appui du syndicat : « Le 23 janvier 1978, Hashihama Zosen annonça en effet pour le mois suivant le licenciement de tout le personnel, dont elle ne conserverait que les trente-deux personnes nécessaires à la sécurité. On avait jusqu'au 26 à midi pour émettre son souhait de partir, ceux qui ne le feraient pas étant licenciés d'office. La prime de départ ne serait pas versée aux licenciés d'office ». Les responsables syndicaux distribuaient les lettres de démission et engageaient à les remplir. Le secrétaire du syndicat déclarait plus tard à Kamata Satoshi : « C'est pour faire survivre l'entreprise que l'on a décidé le licenciement de tout le personnel. (...) L'histoire prouvera que c'est une décision énergique et courageuse ». En avril 1978, la même entreprise réembaucha une quarantaine de personnes directement, plus 140 au travers de 6 petites entreprises sous-traitantes. Mais les salaires offerts à cette nouvelle embauche étaient inférieurs à ceux d'avant les licenciements. Huit jeunes ouvriers organisèrent alors une nouvelle section syndicale (adhérente à la centrale Sohyo), contre le syndicat de l'entreprise, et menèrent la lutte



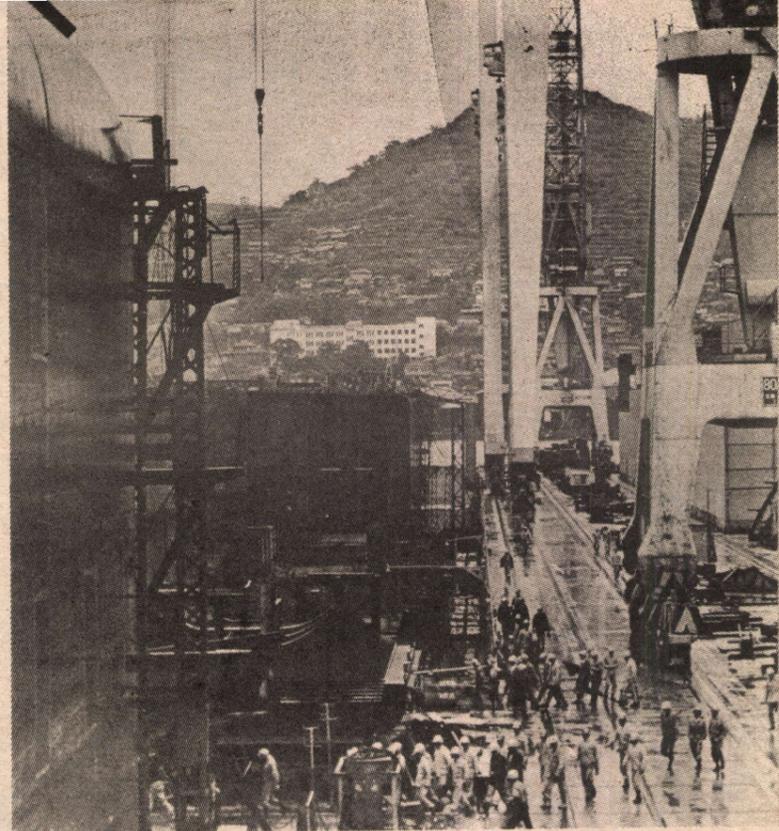
Tokyo.

pour obtenir la réembauche du personnel qui avait été licencié.

Un autre chantier naval, Sasebo Juko, qui comptait 6.500 ouvriers en 1977, est passé à 3.500 deux ans plus tard. En même temps, la charge de travail avait augmenté et des ouvriers sous-traitants embauchés. Le syndicat « a avalisé la rationalisation de grande envergure qui prévoit la réduction de 15 % des salaires, l'abolition du système des congés de deux jours, l'arrêt pendant trois ans des boni — qui au Japon constituent 30 à 40 % du salaire — et des augmentations à dates fixes. (...) Les ouvriers en colère se ruèrent au bureau du syndicat. Des ouvriers isolés publièrent des tracts critiquant le comité exécutif, en affichant leur nom à la vue de tous ».

Kamata Satoshi donne aussi l'exemple de petites entreprises qui avaient été déclarées en faillite et que les travailleurs avaient décidé d'occuper pour les remettre eux-mêmes en marche. Ce ne sont pas des exemples entièrement isolés puisque le journal Le Monde du 22 mars 1978 faisait un petit reportage sur une petite usine de la banlieue ouvrière de Kaeido sur laquelle flottait une banderole « Mille deux cent treizième jour de lutte » : elle était occupée depuis le jour de 1974 où le patron avait déposé son bilan. Et le reporter du Monde écrivait alors : « Actuellement, 80 entreprises métallurgiques sont ainsi occupées par leur personnel dans la région de Tokyo et d'Osaka, et pratiquement autant dans le secteur textile ».

Certes, il ne s'agit encore là que d'exemples relativement peu nombreux, de luttes animées souvent par des sections syndicales dissidentes et des militants membres du Parti Communiste ou gauchistes. Mais ils prouvent que la résignation des syndicats n'est pas forcément celle des travailleurs.



Un chantier naval à Nagasaki : un des secteurs qui ont été le plus touchés par la crise.

Le coût de la vie au Japon

Une émission de TF1 le 15 mars dernier signalait qu'au taux de change actuel, un kilo de viande au Japon pouvait coûter l'équivalent de 500 F. Le prix d'un loyer à Tokyo était estimé à 1.400 F par mois pour 15 m². Et il était signalé que, pour les achats à crédit, il fallait accepter des taux usuraires pouvant atteindre 100 %. Les présentateurs de l'émission avaient peut-être choisi les exemples les plus criants, mais cela ne touche pas seulement la viande : le poisson aussi, nourriture plus traditionnelle du Japon, qui constitue 48 % des protéines consommées, est quatre à cinq fois plus cher qu'en France.

Ces quelques chiffres permettent mieux de se rendre compte de ce que peut représenter réellement en pouvoir d'achat le salaire de l'ouvrier japonais. Lors de l'un des reportages d'Antenne 2 sur le Japon, le lundi 13 avril, les journalistes faisaient le calcul qu'au taux de change actuel, un ouvrier, avec ses heures supplémentaires, pouvait gagner normalement l'équivalent de 8.000 F par mois. Cela

faisait impressionnant. Mais ces calculs, basés sur le taux de change du yen, ne reflètent pas la réalité du niveau de vie au Japon.

Signe d'un niveau de vie assez bas, un ménage dépense en moyenne au Japon 30 % de ses revenus pour la nourriture, contre environ 20 % en France. Pas parce qu'il mange plus qu'un ménage français, bien sûr, mais parce que, plus les revenus sont faibles, plus la part consacrée aux produits de première nécessité, dont la nourriture, est importante !

Autre chiffre caractéristique du niveau de vie : alors que le prix des voitures est paraît-il moins élevé au Japon, il n'y avait au Japon en 1977 que 173 voitures pour 1.000 habitants, contre 314 en France.

Ajoutons qu'au Japon, à cause de la faiblesse des protections sociales, comme le prix des études scolaires, le taux de l'épargne des ménages est particulièrement élevé (20 % des revenus en moyenne), pour faire face à ces frais.

Les rêves du patronat français

« Le mode culturel japonais repose sur le patriotisme d'entreprise » écrivait La vie française du 25 mai 1981. « Les Japonais, qui disposent légalement de 20 jours de congés annuels, jugent décent de n'en prendre que la moitié ». Et le même journal citait les propos d'Yvon Chotard, alors vice-président du CNPF, qui disait : « Un Japonais malade préfère souvent prendre des jours de congés, par civisme d'entreprise ». Patriotisme, civisme d'entreprise ? L'outrecuidance de ces propos est plus révélatrice des rêveries du patronat français que de la réalité sociale japonaise.

Cité par Francis Gisbourger, dans sa préface au livre Japon, l'envers du miracle, un ouvrier de Toyota explique : « Les ouvriers de Toyota, quand ils sont trop

mal en point pour aller travailler, se mettent en congé, c'est vrai. Ils se mettent en congé parce qu'ils perdent trop d'argent s'ils se mettent en maladie. Les trois premiers jours ne sont pas indemnisés. Les jours suivants sont payés à 80 % du salaire de base. Or le salaire de base ne comprend ni les primes, ni les heures supplémentaires, ni le bonus ». (Ce qui revient à les indemniser à environ 50 %.)

Quant à ce spectacle si touchant, aux yeux des patrons occidentaux en voyage d'études, des ouvriers japonais chantant l'hymne de leur entreprise, Philippe Pons précise dans son livre Le Japon que « la plupart des hymnes d'entreprise sont d'ailleurs préenregistrés, chacun faisant du play-back en remuant les lèvres » !



Le capitalisme japonais : La vitrine et la réalité

Les syndicats japonais



Manifestation syndicale pour le 1^{er} mai 1980 à Tokyo.

(Ph. AFP)

Fin mars, début avril, c'est au Japon la saison de « l'offensive de printemps ». Le 1^{er} avril est la date du début de l'année budgétaire. En même temps que débute l'année budgétaire s'ouvre entre les syndicats et le patronat la grande négociation annuelle pour fixer le montant des rémunérations de l'année à venir. C'est à cette occasion, et à cette occasion seulement, que l'on peut voir les confédérations appeler à une grève, d'un, deux ou trois jours, rarement plus, et encore pas toujours.

Cette année, comme d'ailleurs les deux années précédentes, « l'offensive de printemps » semble devoir se dérouler sans grève puisque le syndicat des employés des transports vient d'annoncer l'annulation de son mot d'ordre de grève. Les syndicats, qui avaient primitivement avancé le chiffre de 9 % d'augmentation des salaires, ont vite rabattu leurs objectifs et l'accord qui est en négociation ces jours-ci semble devoir se réaliser autour d'une augmentation de 6 à 7 %. Si on le compare à l'indice officiel des prix, qui a fait apparaître cette année une hausse des prix à la consommation de 7,5 %, cela voudra donc dire une baisse réelle du pouvoir d'achat. C'est en 1980, pour la première fois

depuis la guerre, que les syndicats acceptaient une baisse du pouvoir d'achat en signant l'accord pour une hausse des salaires de 6 %, environ 2 % en-dessous de l'inflation. Au printemps 1981, ils avaient annulé les mots d'ordre de grève d'un ou deux jours qu'ils avaient primitivement annoncés, en signant d'entrée un accord sur une revalorisation des salaires de 7 % pour l'année.

C'est que les syndicats japonais, encore plus ouvertement que les syndicats français, savent se montrer responsables vis-à-vis du patronat et plus soucieux de la bonne santé des affaires que du sort des travailleurs.

Le système actuel a mis du temps à se mettre en place : entre les années 1947 et 1955; les patrons se sont lancés dans une offensive contre les syndicats, au cours de laquelle on a vu parfois les patrons licencier jusqu'à 30 % de leur personnel (comme chez Toyota en 1950 ou chez Nissan en 1953). Les organisations influencées par le Parti Communiste ont été démantelées et une chasse aux « rouges » a été organisée. Le syndicat Sambetsu, dirigé par les communistes, a alors disparu, remplacé par le Sohyo dirigé par des socialistes. Ce

Sohyo est la principale confédération syndicale aujourd'hui, avec plus de 4 millions de syndiqués, et la seule à être liée à un parti de gauche; son implantation principale est dans le secteur public. Dans les entreprises privées, les patrons ont généralement suscité la création de syndicats d'entreprise, souvent syndicats uniques de l'entreprise (dans ce cas-là la cotisation est obligatoire, prélevée directement sur le salaire). Ces syndicats d'entreprise sont affiliés au Domei, deuxième confédération, avec un peu plus de 2 millions de syndiqués, au Churitsoroven, ou à deux autres confédérations plus petites. Et il n'est pas rare de voir dans ces syndicats d'entreprise (qui ne syndiquent d'ailleurs que les ouvriers titulaires) que les délégués syndicaux soient choisis parmi la maîtrise.

Les syndicats n'existent pratiquement que dans les grandes entreprises et, avec de tels syndicats sur mesure, les patrons japonais se sont certes assurés un certain calme social.

D'autant plus que, dans un pays où la majorité de la main-d'œuvre est employée dans les petites entreprises, arriver à se faire embaucher comme

ouvrier permanent dans une grande peut être considéré comme un privilège : les salaires y sont plus élevés (dans une entreprise de plus de 1.000 salariés, ils sont en moyenne de 20 % supérieurs à ceux des entreprises de 100 à 1.000 salariés, 40 % à ceux des entreprises de moins de 100). Et la pratique de « l'emploi à vie », propre aux seules grosses entreprises, y avait été instituée au moment du grand boom japonais pour lier à ces entreprises, par une progression du salaire à l'ancienneté, une main-d'œuvre qui à l'époque était trop fluctuante.

Notons surtout que ce calme social dans les entreprises, ainsi que l'emprise de tels syndicats extrêmement réformistes, quand ils ne sont pas directement patronaux, se sont établis dans une période où la croissance japonaise a permis une rapide élévation du niveau de vie des salariés. C'est finalement, de façon beaucoup plus tranchée et voyante, ce qui s'est passé dans les autres pays impérialistes. Et en France, on a connu, pendant la même période, fort peu de luttes importantes; or, vu le niveau extrêmement bas dont il partait, le niveau de vie au Japon a progressé relativement beaucoup plus vite que partout ailleurs.

Mais il n'est pas dit, justement, qu'avec la crise et maintenant une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, ce « consensus social » que les patrons européens envient tant au Japon dure longtemps. D'autant plus que, dans les domaines où justement la croissance apportait une aggravation des conditions de vie des Japonais, ceux-ci ne se sont pas fait faute de se défendre : c'est plus particulièrement le problème de la pollution qui, avec l'industrialisation forcenée du pays, a pris une tournure catastrophique. On a vu se développer des mouvements de protestations de masse qui ont, à plusieurs reprises, fait reculer le gouvernement et les industriels.

BUDGET MILITAIRE ET PRODUCTION D'ARMEMENTS

Cette année, alors que le gouvernement japonais a choisi de placer le budget qu'il vient de faire adopter sous le signe de l'austérité, un seul chapitre connaît une forte progression (en dehors de la dette publique), celui de la Défense : 7,8 % d'augmentation, alors que celui de l'Éducation n'augmente que de 2,6 %, celui de la Sécurité sociale de 2,8 % par exemple.

Certes, malgré cette hausse, ce budget militaire reste particulièrement faible par rapport à celui des autres grandes puissances occidentales : il représente au Japon un peu plus de 5 % du budget total cette année, contre environ 20 % du budget en France. Par habitant, cela équivaudra à une dépense d'environ 520 F, contre plus de 3.700 F par habitant en France. Il n'empêche que cette augmentation a suscité, à juste titre, les protestations de la gauche au Japon, accusant le gouvernement d'avoir cédé, dit-elle, à la pression américaine. En vérité, il n'a pas seulement cédé à la pression

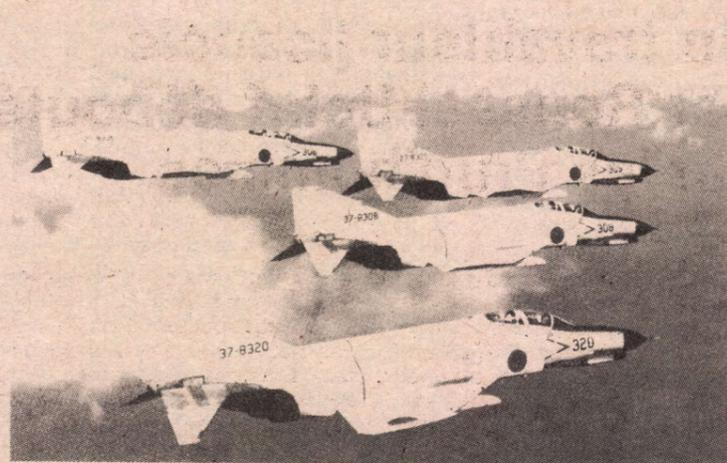
américaine. Mais c'est un fait que, depuis des années, les USA demandent au Japon d'accroître ses dépenses militaires. Mais si le budget militaire japonais est relativement faible, c'est que, théoriquement, depuis la capitulation du Japon devant les États-Unis en 1945, la Constitution exclut le recours à la guerre « **comme moyen de résoudre les différends internationaux** » et interdit même (article 9) d'entretenir une armée sur son territoire.

Dès le début des années 1950 cette interdiction fut tournée, avec la création — à la demande même des USA — d'une force « d'auto-défense », qui est devenue en réalité une véritable armée classique, forte de 180.000 hommes.

Les États-Unis justifient officiellement la pression qu'ils exercent par la menace que ferait peser l'URSS (argument cher à Reagan !) et le fait qu'ils ne voudraient pas être seuls à supporter les frais de la protection du Japon. Quelle charmante attention ! Mais il y a aussi d'autres raisons écono-

miques : un accroissement du budget militaire japonais fournirait aussi de nouvelles commandes aux trusts américains, qui collaboreraient avec les trusts japonais dans cette entreprise. D'autant plus que les trusts américains escomptent aussi quelques retombées technologiques d'une telle collaboration, comme en témoignent les pressions qu'ils exercent aussi sur le Japon pour qu'il mette un terme aux secrets qui couvrent la technologie de la production d'armements au Japon.

Car une chose est le budget militaire, une autre la production d'armes. Et malgré la limite relative de ses dépenses militaires, le Japon est devenu aussi un important producteur d'engins de guerre, et en particulier de matériel électronique destiné à l'équipement des armes. D'ailleurs, lors de la guerre de Corée et de celle du Vietnam, les « commandes spéciales » — de pièces détachées et d'équipements à usage militaire — avaient joué un rôle important dans le déve-



Unité aérienne des « forces d'autodéfense » (nom sous lequel le Japon a reconstitué son armée). Le gouvernement est en train d'augmenter le budget militaire.

loppement économique du Japon. Pendant la guerre du Vietnam, il s'agissait de bombes à billes et de produits chimiques destinés à la défoliation. Aujourd'hui, le Japon produit des équipements électroniques, des semi-conducteurs et des machines-outils à commande numérique servant à la fabrication d'armes.

Si bien, d'ailleurs, qu'il n'y a peut-être pas dans ce domaine que la pression américaine : si la crise économique s'aggrave, ce sont peut-être les trusts japonais eux-mêmes qui feront pression pour obtenir, sur le marché national des armements, la part qu'ils ne pourront peut-être plus obtenir sur le marché mondial.

Les 39 heures aux Chantiers Navals de La Ciotat

Un accord avantageux pour la direction

Le 12 mars dernier, un accord sur l'application des 39 heures a été signé entre la CFDT, FO, la CGC et la direction des Chantiers Navals de La Ciotat. La CGT, la CFTC et l'UFICT n'ont pas signé. Ceci fut fait en un temps record, moins d'une semaine, sans aucune consultation des travailleurs, et mis en application dès le 15 mars.

Jusqu'alors nous faisons cinq journées de huit heures, du lundi au vendredi.

Avec le nouvel accord, trois horaires sont possibles :

— Travailler pendant quatre journées huit heures trente (nous embauchons à 7 heures au lieu de 7 h 30) et terminer la semaine le vendredi à 12 heures.

— Travailler quatre jours de huit heures trente, puis dix heures le vendredi, en ne reprenant dans ce cas le travail que le lundi après-midi. Ce qui fait une semaine de 44 heures payées en heures normales suivie d'une semaine de 34 heures. Ainsi le patron n'a-t-il pas d'heures supplémentaires à payer.

— Faire la semaine en trois jours : vendredi, samedi, dimanche, au rythme de dix heures par jour avec un repos la semaine suivante jusqu'au jeudi soir. Ces trente heures sont majorées de 50 %. Auparavant, lorsque la direc-

tion faisait faire des heures supplémentaires durant le week-end, elle les majorait de 100 %.

Ces horaires spéciaux sont réservés aux volontaires. Mais si leur nombre est insuffisant, la direction pourra faire appel à d'autres, avec simplement un préavis de 48 heures.

Suite à cet accord, quelques secteurs ont réagi, comme les grutiers, que la

direction voulait faire travailler pendant le week-end. Et une partie de la maîtrise change de poste les ouvriers récalcitrants, ce qui peut leur faire perdre jusqu'à 20 % de leur salaire.

Avec cet accord, le chantier pourra tourner plus longtemps à moindres frais. Les actionnaires peuvent se frotter les mains. Et l'on comprend que la direction se soit hâtée de le mettre en vigueur.

L'accord en application

La direction n'a pas tardé de tirer profit de cet accord. Elle a décidé de changer de quai le « Murex », un bateau en réparation, le vendredi 2 avril au matin. Le chef du personnel a demandé la veille aux ouvriers travaillant sur le « Murex » de ne pas venir travailler le vendredi matin mais le vendredi après-midi de 13 h à 18 h. Ceci raccourcissait sérieusement le week-end que les ouvriers espéraient commencer vendredi à 12 heures. C'était d'ailleurs le seul avantage de l'accord sur les horaires de travail.

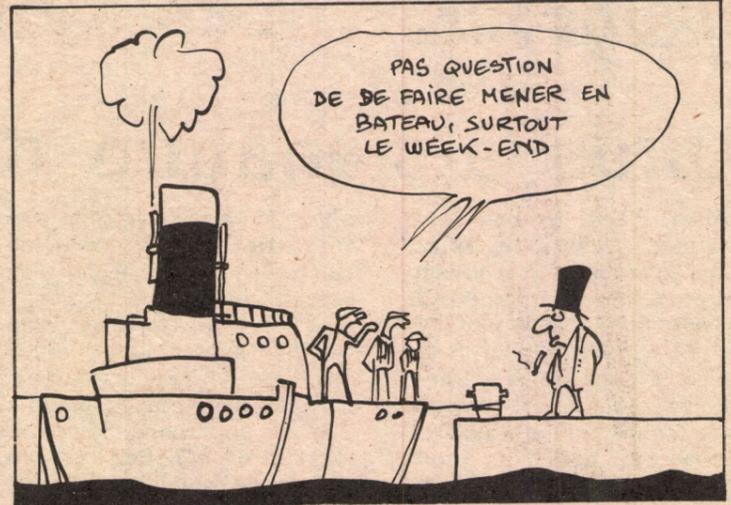
Auparavant, lors du changement de quai d'un navire, les ouvriers concernés bénéficiaient d'une prime de 20 %. Cette fois-ci, en s'appuyant sur l'accord, la direction a supprimé cette prime.

Refusant cela, les ouvriers du « Murex » sont venus travailler le vendredi matin. Une dizaine a obtenu du travail. Mais la direction a, pour l'instant, refusé de payer les cinq heures de présence des trente autres à qui les chefs n'avaient pas donné de travail.

Le comble, c'est que la CFDT, signataire de l'accord, trouve tout cela normal. Après avoir dénoncé dans les militants de la CGT « les sirènes du mécontentement », elle écrit : « Mais, accord ou pas, que se passait-il avant lors d'un mouvement de navire ? Eh bien, exactement pareil, on décalait le quart ».

La CFDT oublie de dire que jamais auparavant ce genre de travail ne se terminait aussi tard un vendredi, et qu'ici les ouvriers, prévenus en outre au dernier moment, perdent la prime de 20 %.

Dans son souci de justifier sa signature, elle en arrive ainsi à défendre la direction. Comme si les travailleurs n'avaient pas raison de juger qu'ils n'ont pas à être à sa disposition au coup de sifflet.



L'accord : pas d'accord

L'accord concernant l'Union des Industries Chimiques sur la réduction du temps de travail a donc été signé par la CFDT.

Un accord dans lequel il s'agit de faire payer la réduction du temps de travail en partie aux travailleurs ; dans lequel il n'est pas prévu l'embauche de personnel ; et dans lequel la 5^e semaine de congés payés n'est pas accompagnée des acquis.

Au fait, sous l'ancien gouvernement, c'était bien les 35 heures sans perte de salaire qui étaient revendiquées ?

Et aujourd'hui, sous un gouvernement de gauche, il faudrait accepter de voir nos salaires diminuer ?

Drôle de changement !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc - CNG - Vitry.

Remise en mémoire

Quand les travailleurs en 4x8 examinent l'accord sur la réduction du temps du travail, ils ouvrent de grands yeux. Au 1^{er} février 1982, l'heure en moins est compensée à 100 %. Bien. Au 1^{er} avril, une demi-heure compensée à 100 %. Soit ! Mais en 1983, l'heure en moins prévue ne sera, elle, compensée qu'à 66 %. Et de se souvenir que la grève longue qu'ils avaient faite en octobre 1980, c'était précisément pour refuser la diminution de salaire à l'occasion d'une réduction d'horaire. Et la direction de Rhône-Poulenc avait dû reculer, remettre à plus tard la réduction du temps de travail. Ainsi, ce que les patrons n'avaient pas pu imposer en 1980, ils pourraient le faire en 1983, à la faveur des ordonnances ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Rhône-Poulenc - Vitry.

Roussel-Uclaf (Romainville)

Un travailleur licencié par Roussel-Uclaf débouté par les Prud'hommes

Mercredi 7 avril, un travailleur attaquait la direction devant les Prud'hommes de Bobigny, pour licenciement abusif. Travaillant comme chauffeur, il avait été licencié sans préavis ni indemnité sous prétexte de « faute grave », deux faits lui étant reprochés :

— Deux flacons de bromure de bromacétylène, un produit corrosif, se sont brisés pendant un transport dans l'usine et leur contenu a traversé le bois de la plate-forme de sa camionnette, ce qui a dégagé des vapeurs dangereuses et a nécessité l'intervention des pompiers.

— Le lendemain, il aurait été surpris portant sous chaque bras... 3 flacons d'un litre d'acide, sans protection ! (Une prouesse ! Essayez donc, pour voir !)

Dans les deux cas, le travail-

leur a fait remarquer devant les Prud'hommes qu'il était notoire qu'on transportait dans l'usine des flacons de produits dangereux sans enveloppe protectrice et que sa camionnette n'était équipée ni de cloisons pour empêcher les flacons de se renverser, ni de sable pour absorber les produits renversés — ce qu'ont confirmé, comme témoins, une déléguée CHS et un délégué du personnel de l'usine.

Il a aussi fait valoir qu'étant chauffeur et non chimiste, il ne pouvait savoir quel genre de produits il transportait.

Puis l'avocat de la direction a dévié le débat en sortant brusquement, d'un geste théâtral, ce qu'il a présenté comme un cahier de consignes, signé par le chauffeur. Et il l'a accusé de ne pas avoir respecté ces préten-

dues consignes de sécurité. Or le problème n'était évidemment pas de savoir quelles étaient les consignes, mais s'il y avait moyen de les appliquer.

Un cadre n'a pas hésité à témoigner pour la direction. Il a prétendu que ces moyens (casiers à flacons, sable absorbant dans les camionnettes) existaient, ainsi que les fameuses consignes...

Alors, entre la parole du cadre et celle des trois travailleurs, le tribunal a finalement donné raison à la direction, puisqu'il a débouté le chauffeur et l'a condamné aux dépens.

C'est un exemple qui montre les limites des Prud'hommes : dans ce cas, ils ont donné raison au patron sur la seule bonne parole d'un cadre.

Correspondant LO

LE PÈRE LA CHAISE

Mardi 13 avril en fin de matinée, les conducteurs de Clignancourt ont débrayé à cause d'une menace de sanction contre l'un d'eux.

Comme il manquait des trains, l'inspecteur avait décidé de faire tourner les mauvais pilotages automatiques en conduite manuelle, en ajoutant un conducteur intérimaire. Seulement, il n'y a qu'un siège par loge. Qu'à cela ne tienne : on y a ajouté une chaise. Et naturellement celle-ci se déplaçait à chaque à-coup, et il y en a ! Au bout d'un tour, son utilisateur en a eu assez et est descendu du train.

Quant à l'inspecteur, la seule chose qu'il a su faire a été de sanctionner, ce qui a entraîné le débrayage de Clignancourt.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RATP - Réseau ferré - Paris.

ECHANGE STANDARD

On a appris par une note de service qu'à l'occasion de la signature du contrat Intelsat, c'était encore et toujours Philippe Giscard d'Estaing qui avait représenté la Thomson devant les journalistes.

Nous constatons que, suite à la nationalisation, Giscard d'Estaing Philippe a été remplacé par Philippe Giscard d'Estaing !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson-CSF Malakoff.

IL S'EN TAMPONNE

Pour empêcher, paraît-il, que le linge du CHR se fasse la jaquette, l'adjoint technique des lingerie a inventé un tampon gros format, tellement gros que les malades, avec un vêtement ainsi marqué, ressemblent plus à des bagnards qu'à des personnes hospitalisées. Est-ce que cela va seulement changer quelque chose ?

Une chose est sûre : le plus timbré des deux n'est sûrement pas le linge !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Centre Hospitalier Régional - Dijon.

Renault- Billancourt

Après la signature du contrat de solidarité

Ainsi, Pierre Mauroy a signé jeudi 8 avril, à Billancourt, au siège social, un contrat de solidarité qui, pour le gouvernement, est le plus important signé jusqu'ici. Il organise le départ à la retraite anticipée de 3.500 travailleurs avant juillet 1982 et l'embauche, dans les trois mois, d'un nombre égal de nouveaux salariés.

Aujourd'hui, sur les entreprises Renault, et Billancourt en particulier, il y a une nouvelle catégorie de travailleurs, si l'on peut dire : ce sont les « ayants droit », tous les salariés de plus de 55 ans (la Régie en a recensé 5.968) et qui seraient donc suscep-

tibles d'être concernés par ce contrat. Mais le problème c'est que ce contrat, lui n'en prévoit que 3.500.

La Régie a décidé de mettre des quotas par grandes catégories. Au niveau de l'ensemble des établissements Renault en France, ne pourront être bénéficiaires du contrat de solidarité que 57 cadres, 609 mensuels d'un coefficient supérieur à 200 (soit les professionnels P3, les régleurs...) et 2.834 mensuels d'un coefficient inférieur à 200 (OS, professionnels P1, P2). Partiront les plus âgés, par tranche d'âge et de coefficients suivant les entreprises.

A Billancourt, la grosse majorité des travailleurs qui ont plus de 55 ans sont assez partisans de partir. Toutefois, quelques ouvriers, ceux qui ont les salaires les plus bas, hésitent et même parfois refusent de voir leur salaire amputé de plusieurs centaines de francs.

Les 5.968 personnes concernées ont eu à remplir un dossier. Ils ont été reçus par leur maîtrise, qui leur a signifié quelle sera leur prime de départ, leur retraite (elle sera de 70 % du montant du salaire brut). Mais le seul inconvénient, et il est de taille, c'est que pour beaucoup parmi ceux qui ont rempli un

dossier, il ne sera pas question de partir.

Suivant le contrat, il est prévu que tout départ doit être compensé par une embauche et que le volume global des effectifs doit être maintenu jusqu'en fin juin 1983, mais le volume global seulement. Cela va permettre à la direction, là où elle a des usines qui diminuent leurs effectifs, comme à Billancourt, de prendre moins de personnes que celles qui partent. Et inversement, là où elle a besoin de personnel. C'est ainsi qu'à Billancourt, il n'est prévu que 600 embauches contre 981 départs, alors qu'au Mans, les embauches

doivent se monter à 702 contre 648 départs.

Avec le contrat de solidarité, la direction va pouvoir restructurer, entre autres sur les dos des ASSEDIC ; mais ce contrat a également un autre but : c'est d'ailleurs Mauroy, s'adressant aux syndicats lors de la signature, qui l'a expliqué : « Il est fondamental de maintenir et d'accroître la productivité de l'entreprise nationale face à des concurrents particulièrement redoutables », a-t-il déclaré.

Alors, contrat de solidarité ou contrat de productivité ?

Correspondant LO.

Site nucléaire du Tricastin

Les entreprises de nettoyage en grève

Les travailleurs des entreprises de nettoyage ONET et ENSE sont en grève depuis le 23 mars. Ces entreprises rassemblent environ 200 salariés assurant le nettoyage d'EDF, du CEA (Centre d'Energie Atomique) et des usines Cogema, Comurhex et Eurodif.

Les travailleurs sont en lutte depuis trois semaines pour des revendications de salaires (la plupart sont payés juste au-dessus du SMIC), l'application de la convention collective, l'amélioration de leurs conditions de travail, etc.

Jeudi 1^{er} avril, ces travailleurs ont bloqué les entrées des différentes entreprises, et les 6 000 travailleurs du site n'ont pu prendre leur travail.

Pour l'instant, les discussions restent bloquées car les patrons de ces deux entreprises ne veulent pas céder. Mais les travailleurs restent mobilisés et sont prêts à se battre jusqu'à l'obtention de leurs revendications.

Correspondant L O.



Le blocage de l'entrée de la centrale du Tricastin par le personnel d'entretien.

Charles Hernu distribue des médailles à Saint-Chamond

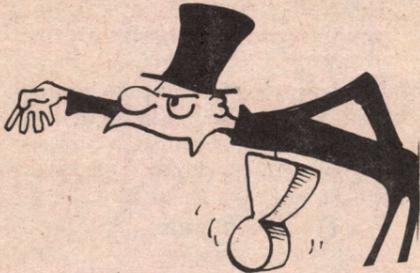
Sur le site industriel de l'usine Creusot-Loire de Saint-Chamond, un secteur de 1250 personnes travaille exclusivement pour l'armement.

Un jour ou l'autre, il fallait s'y attendre, Charles Hernu, ministre de la Défense, devait venir faire son petit tour à l'occasion d'une remise de médaille. L'heureux médaillé est l'un des patrons d'une filiale spécialisée dans le formage de tôles épaisses pour les centrales nucléaires et les sous-marins nucléaires. Ce monsieur est à l'honneur pour avoir mis au point la fabrication de tôles spéciales pour les sous-marins nucléaires, ce qui fait, paraît-il, autorité dans le monde (militaire).

Les différents directeurs et autres huiles de Creusot-Loire assistaient à cette cérémonie... ainsi que des élus de gauche (PC et PS) et des syndicalistes venus d'une autre usine Creusot-Loire. Après des discours d'éloges d'Hernu et du député-maire PS de Saint-Chamond, la médaille a été remise et tout le monde a pu se rincer le gosier.

Le député-maire a lui aussi été décoré par Hernu, probablement en tant qu'organisateur de la cérémonie.

J'AI EU DROIT A UNE MÉDAILLE BLINDÉE D'HERNU...



Hernu ne s'est d'ailleurs pas arrêté en chemin et a reçu les syndicats de Creusot-Loire Saint-Chamond, inquiets de la baisse des commandes militaires. Après les avoir rassurés et annoncé qu'il y avait une commande de mille blindés pour un pays d'Amérique du Sud (l'Argentine, si l'on en croit le « Canard Enchaîné »), il leur a fait distribuer des médailles.

Les syndicalistes sont ressortis de la mairie avec leurs grosses médailles, qu'ils n'ont même pas pu grignoter puisqu'elles étaient en bronze et non en chocolat.

Correspondant LO.

PCUK - Pierre-Bénite

Grève et lock-out : rien de changé depuis la nationalisation

Nous avons reçu d'une de nos lectrices de l'Isère l'information suivante :

« A l'usine Pechiney-Ugine-Kuhlman (PCUK) de Pierre-Bénite un conflit a éclaté à l'atelier de fabrication d'acide sulfurique le 1^{er} avril 1982. Cet atelier produit environ 400 tonnes par jour d'acide sulfurique, lequel acide est utilisé en grande partie pour les autres fabrications de l'usine (...).

Depuis de nombreuses années, les cinq « seconds conducteurs » de l'atelier acide sulfurique demandent le passage de leur coefficient de 175 (OHQ A) à 190 (OHQ B). Mais cette revendication n'a jamais abouti (...). Cette revendication, somme toute banale, ne touchant

que cinq personnes et à propos de laquelle tout le monde ou presque est d'accord pour dire qu'elle est légitime — et qui ne coûte qu'environ 75 000 centimes par mois aux patrons — s'est heurtée à un refus très sec de la direction qui a préféré établir un véritable pont routier de citernes d'acide venant de l'extérieur pour alimenter les autres fabrications et lui coûtant des millions. Plutôt que de satisfaire cette revendication, ce qui aurait remis en marche la fabrication d'acide sulfurique de Pierre-Bénite.

Après quatre jours de lock-out des travailleurs de l'atelier Acide (les agents de maîtrise étant solidaires de leurs seconds, la direction a viré tout

le monde sans piquet de sécurité), les travailleurs ont repris le chemin du travail sans avoir obtenu satisfaction. Une prime dérisoire a cependant été attribuée à deux d'entre eux, en fonction d'un diplôme UIC qu'ils possèdent (...).

Devant le mécontentement et l'étonnement des ouvriers, constatant que, nationalisation ou pas, le résultat pour eux est le même, la CGT s'est empressée dans son tract du 8 avril 1982 de se faire le défenseur du gouvernement, prétendant que, si tout n'est pas rose à PCUK maintenant, c'est à cause des patrons qui « traînent les pieds pour freiner le changement ».

Seulement, entreprise nationalisée ou pas, les patrons ont toujours le même pouvoir. »

• Mauvais payeur !

Depuis le 1^{er} mars, tous les travailleurs intérimaires devraient, en principe, bénéficier des mêmes avantages et du même salaire que les travailleurs en fixe. C'est ce que prévoit l'ordonnance gouvernementale.

Mais il y a un « hic » : presque tous sont entrés à la SEV avant le 1^{er} mars et sont donc encore liés par les anciens contrats. Ils continuent à toucher près de 2,30 F de l'heure en moins, soit environ 385 F par mois, pour le même travail.

Jusqu'à présent, ni la direction de la SEV, ni les marchands de l'intérim ne font mine de vouloir régulariser leur situation.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SEV-Marchal.

• Le règlement, c'est le règlement

D'après la loi, il doit y avoir au minimum deux infirmières lorsque l'effectif est supérieur ou égal à 800 personnes. Il y a quelques mois, la direction avait licencié une des deux infirmières en prétextant que l'effectif était descendu en dessous de 800.

Aujourd'hui, l'effectif est légèrement remonté. Alors la direction a trouvé la solution : quand les effectifs dépasseront 800, elle prendra une infirmière intérimaire ; et quand ils seront en dessous, il n'y aura qu'une seule infirmière.

Espérons que cela ne variera pas tous les jours. En tout cas, la mesquinerie de la direction est au niveau réglementaire.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, Bernard Moteurs-Rueil.

La régularisation des sans-papiers :

GRÈVE DE LA FAIM DES MARCHANDS AMBULANTS

Depuis le 27 mars, 40 marchands ambulants immigrés font la grève de la faim dans l'église saint-Ambroise, à Paris, pour demander la régularisation de leur situation.

Ils font en effet partie des dizaines de milliers de travailleurs qui n'entrent pas dans le cadre des dispositions prévues pour régulariser la situation des « sans-papiers ». Selon les chiffres du secrétariat d'Etat aux Immigrés, 83 000 travailleurs étrangers auraient reçu une carte de séjour sur les 141 000 qui en ont fait la demande. Il reste donc encore près de 60 000 demandes en instance. Et encore, ce nombre est bien inférieur à la réalité car, selon les estimations gouvernementales elles-mêmes, les

« sans-papiers » auraient été environ 300 000 au moment où le nouveau gouvernement socialiste leur a proposé de régulariser leur situation. A en croire les chiffres officiels, il semble donc que moins de la moitié d'entre eux se soient résolus à tenter leur chance.

En fait, cela n'est pas très étonnant, puisque les conditions nécessaires pour obtenir une carte de séjour étaient restrictives : arrivée en France antérieure à janvier 1981 (et surtout, moyen de le prouver), avoir un contrat de travail d'un an au moins, avoir un domicile fixe. Et même si, depuis, le gouvernement a un peu assoupli ses conditions, en particulier pour les employés de maison, les intérimaires et les

travailleurs saisonniers, il n'en demeure pas moins que des catégories entières restent exclues de ces mesures. Les marchands ambulants par exemple.

Quarante d'entre eux font donc la grève de la faim pour réclamer d'avoir droit, eux aussi, à la régularisation de leur situation. Aux dernières nouvelles, il semble que les pouvoirs publics aient au moins accepté d'ouvrir des discussions avec les représentants des marchands ambulants mais, à ce jour, rien n'est acquis. De leur côté, les grévistes de la faim veulent contraindre le gouvernement à appliquer sans restriction les promesses qu'il avait faites aux immigrés sans papiers.

Automobile : Le vent en poupe ?

En mars, le nombre d'immatriculations de voitures neuves en France aurait augmenté de 27,9 % par rapport à l'an dernier. Les constructeurs français remonteraient la pente après des années sombres ! Talbo avec sa Samba, Citroën avec sa Visa, Renault avec la R9 marcheraient bien et grignoteraient les positions conquises par les Ford, Volkswagen, General Motors et autres Toyota.

Mais si ça se trouve, d'ici un ou deux mois, on nous dira exactement le contraire.

Pour réclamer des subventions ou repousser les revendications des travailleurs, les patrons du secteur sauront bien nous reparler de la crise de l'automobile !

En tout cas, que les affaires marchent ou ne marchent pas, les patrons de l'automobile seront durs à lâcher les cordons de leur bourse, comme ils l'ont montré lors du conflit de Renault-Flins.

Le gaucher

Alain Gomez, le P-DG membre du Parti Socialiste nommé par le gouvernement à la tête de la Thomson nationalisée, comparait la semaine prochaine devant le tribunal de Nanterre pour avoir entravé l'activité d'un élu syndical de Saint-Gobain-Emballages, société qu'il dirigeait auparavant. Gomez avait déjà été condamné l'an dernier, rapporte Le Canard Enchaîné, pour un licenciement abusif ! Un P-DG qui a du gauche, en quelque sorte...

Moins ils investissent, plus on les arrose

Selon l'INSEE (l'Institut National de la Statistique), les investissements des patrons ont baissé de 10 % l'an dernier et vont encore baisser de 7 % en 1982.

Serait-ce que les patrons manquent d'argent ? Non, c'est simplement que les capitalistes trouvent, en cette période de crise, d'autres moyens pour le faire fructifier que d'investir et de créer des emplois : spéculation sur les monnaies, évactions périodiques de capitaux sur les bords du lac Léman...

Alors, que va faire Mauroy pour secouer cette morosité et ce manque d'allant, lui qui doit rencontrer vendredi 16 avril les représentants du CNPF ? Il doit leur annoncer des allègements fiscaux. Mais cet argent (6 à 8 milliards de francs) servira-t-il à de nouveaux investissements, à de nouvelles créations d'emplois ? Rien n'est moins sûr !

Saint-Nazaire

Grève dans une entreprise de gardiennage des Chantiers

Des travailleurs d'une entreprise de gardiennage qui s'occupe, entre autres, de la sécurité incendie à bord des bateaux en construction aux chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire, se sont mis en grève illimitée vendredi 2 avril. Sur les 120 travailleurs que compte cette entreprise, ils sont une trentaine en grève. Ils revendiquent des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

Un gréviste explique les raisons de la grève :

« La grève est partie des rouliers. Ces travailleurs roulent toute la nuit avec une voiture de service. Ils font 320 km par nuit et une nuit chacun. Théoriquement, ils ont une radio à bord du véhicule, mais souvent elle ne

fonctionne pas et, de toute façon, sa portée est trop limitée. Quant à la voiture, elle n'a plus de freins et, dernièrement, un des travailleurs a dû rentrer uniquement avec le frein à main. Il manque aussi un phare, les vitesses passent mal, il n'y a plus de roue de secours. De toute façon, il n'y a pas de cric !

Les trois rouliers ont donc décidé de se mettre en grève pour leurs conditions de travail. Un préavis a été déposé pour l'ensemble de l'entreprise et le lendemain, nous étions trente en grève, avec des revendications portant sur les salaires et les horaires en équivalence.

Nous demandons 4.000 F net par mois pour 39 heures de travail. Actuellement, nous touchons à peu près

3.000 F pour 50 heures par semaine. Alors, pas question ! Ce que nous voulons, c'est travailler 39 heures comme tout le monde.

Et puis, dans cette entreprise, la direction ne paye pas les jours fériés quand ils ne sont pas travaillés. Un ouvrier qui ne travaillerait ni à Noël, ni au Nouvel An, ni le 14 juillet, par exemple, ne toucherait rien ! Parmi nos autres revendications : la prime de panier à dix francs par jour et non pas quatre francs comme aujourd'hui, et 10 francs de prime de transport contre 2,50 F actuellement.

Le patron nous a fait des contre-propositions : 3.500 F brut par mois, le panier à 6 F, le transport de 8 à 10 F selon les distances. Il proposait aussi aux rouliers, pour leur

sécurité, un chien et une bombe lacrymogène. De l'état de la voiture, il n'en a même pas parlé. Alors, tout le monde a refusé. Nous continuons tant que nous n'aurons pas obtenu ce que nous voulons.

Les Chantiers de l'Atlantique font du chantage. Ils menacent de rompre le contrat avec l'entreprise si le problème n'est pas réglé rapidement. Pour le moment, les Chantiers essayent bien de nous remplacer par du personnel à eux, mais là non plus, cela ne va pas tout seul. Les électriciens ont refusé et les pompiers ont dû assurer le travail pendant tout le week-end, mais ont demandé à être payés à 300 %.

Correspondant LO

Ratier (Figeac - Lot)

Les épines du contrat de solidarité

A l'usine Ratier de Figeac (1 000 employés, industrie aéronautique), les trois quarts du personnel ouvrier sont en grève depuis le vendredi 9 avril. Ils s'opposent au nouveau roulement du travail que veut imposer la direction sur certaines machines. La grève est partie sans préavis, à l'appel de la CGT, dès que la note de service de la direction est parue.

Dans cette usine, on travaille en normale et en 2 x 8. Depuis plusieurs semaines, la direction parlait de nouveaux horaires en 4 x 6 et en 3 x 6 avec travail le samedi. Tout ceci dans le cadre de la réduction du temps de travail et d'un contrat de solidarité.

Après de laborieuses discussions entre CGT, CFDT — les deux seuls syndicats

de l'usine — et la direction, on aboutit à un contrat de solidarité qui prévoit la mise en retraite anticipée des ouvriers de plus de 55 ans et leur remplacement par un nombre égal de jeunes sous contrat. Et dans les discussions officielles, devant l'hostilité manifestée par le personnel, la direction affirma renoncer aux nouveaux horaires qu'elle avait

précédemment proposés.

Mais elle revint vite sur sa parole, et le vendredi 9, elle réimposait son projet, ce qui provoqua immédiatement la colère et le sentiment de s'être fait rouler dans la farine ; la réponse des travailleurs, c'est la grève pour que la direction remette son projet dans les tiroirs.

Correspondant LO

Sélection

SAMEDI 17 AVRIL

17 h 50. A2. Les carnets de l'aventure : Kayak-Alaska. En juin 1981, neuf femmes descendaient l'Alsek, torrent d'Alaska, en kayak, depuis son glacier d'origine jusqu'à l'océan.
20 h 35. TF1. Droit de réponse. L'émission de Michel Polak devrait, sous toutes réserves, traiter de la fraude fiscale.
21 h 40. A2. Les scénaristes ou les Aventures extraordinaires de Robert Michon. Téléfilm écrit par Michel Truffaut, avec Jean-Pierre Darras et Bernard Haller. Les aventures de deux scénaristes ratés qui font de la figuration dans des films à grand spectacle. Gags en série.



DIMANCHE 18 AVRIL

20 h 30. FR3. Les grands déserts du monde. Série de six émissions de Henri de Turenne. Le désert oublié : la Namibie. Un désert dédaigné pendant trois siècles par les colonisateurs européens jusqu'au jour où on y découvrit des diamants.
22 h 35. FR3. Cinéma de minuit. The Shanghai Gesture de Joseph von Sternberg. Un mélodrame sur la corruption de Shanghai durant les années 1930.

LUNDI 19 AVRIL

13 h 55. TF1. Mon cow-boy adoré. Un western qui oppose avec humour la vie à la ville et à la campagne.
20 h 30. FR3. La septième compagnie au clair de lune. Film de Robert Lamoureux. C'est le troisième film de la série « Septième compagnie ». Toujours les mêmes platitudes sur le « système D ».
20 h 35. TF1. Le secret. Film de Robert Enrico (1974). Avec Marlène Jobert, Philippe Noiret et Jean-Louis Trintignant. Un climat d'angoisse et d'obsessions pour un évadé, et le marginal qui le recueille.
20 h 35. A2. Musique au cœur. Emission d'Eve Ruggieri. Tosca-



nini, la force du destin. La vie du très grand chef d'orchestre, mort il y a 25 ans.
22 h 10. TF1. L'enjeu. Magazine de François de Closets. Dans cette émission destinée généralement à nous associer à la défense de l'économie occidentale, relevons un reportage : pauvreté, la plaie d'Egypte.

22 h 25. FR3. Musiclub. Beethoven : concerto n° 5 L'empereur par l'orchestre philharmonique de Vienne, sous la direction de C.M. Giulini.

MARDI 20 AVRIL

15 h 05. A2. Ben et Benedict, film de Paula Delsol. Le difficile apprentissage de la liberté pour Ben, une jeune femme qui croit pouvoir changer son existence en se réfugiant dans le rêve.
20 h 35. TF1. L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau. Dans ce film, l'équipage de la *Calypso* retrace l'histoire de mammifères, les créatures les plus élaborées de l'océan.
20 h 35. A2. Téléfilm : Vivre ma vie. La rencontre entre deux groupes d'adolescents qui refusent le monde que leur ont légué les adultes.
20 h 50. FR3. Les trois mousquetaires. Film américain de Georges Sidney avec Gene Kelly dans le rôle de D'Artagnan et Lana Turner dans celui de Milady. Aventures et humour sur un rythme trépidant.
23 h 25. FR3. Bye-bye birdie, de Georges Sidney. En 1958 Elvis Presley part pour l'armée. Ce fait, somme toute banal, provoque un vent de folie parmi des adolescents américains qui se voyaient privés de leur idole. C'est cet événement qui inspira le film *Bye-bye birdie*.

MERCREDI 21 AVRIL

14 h 10. A2. Terre des bêtes. Le massacre des éléphants et le trafic de l'ivoire au Zaïre.
20 h 35. TF1. Les mardis de l'information : danser pour ne pas mourir. Derrière les paillettes et les sambas du carnaval de Salvador de Bahia, un reportage sur la vie dans les « favellas », les bidonvilles brésiliens.
20 h 35. A2. Le grand échiquier. Invité de l'émission, le pianiste et chef d'orchestre Philippe Entremont.

JEUDI 22 AVRIL

20 h 30. FR3. L'honneur perdu de Katarina Blum de Volker Schlöndorff. Ce film émouvant montre comment en Allemagne de l'Ouest l'action de la police et de la presse à sensation peuvent détruire un être humain placé dans une situation non conforme à l'idéologie dominante.
20 h 35. A2. Situation 82, magazine de Pierre Dumayet et Igor Barère : *Retour au Cambodge.* Un reportage que l'on nous dit être objectif.

VENDREDI 23 AVRIL

20 h 30. FR3. Feux croisés : Le contrat. A propos des 8 milliards de mètres cubes par an de gaz naturel que l'URSS doit livrer à la France à partir de 1984.
20 h 35. TF1. Guy Bedos. Une heure d'ironie et d'insolence joyeuse.
20 h 35. A2. Paris-Saint-Lazare. Série de six épisodes sur la vie des banlieusards qui chaque matin se retrouvent dans le même train.
21 h 30. A2. Apostrophes. Quelles valeurs pour demain ? Sur ce thème, trois invités : Paul Guth, Cohn Bendit et Jean Ederne Hallier.
23 h 05. A2. Ciné-club. La vérité sur Bébé Donge. Un film de Henri Decoin avec Jean Gabin et Danielle Darrieux, d'après un roman de Georges Simenon.

« Reds » de Warren Beatty



John Reed vu par Warren Beatty, c'est avant tout une histoire d'amour, celle de John et de Louise Bryant, une journaliste féministe qu'il connut en 1915, histoire d'amour sur fond de grands événements historiques. Comme tel, il est bien fait et peut même émouvoir.

Mais *Reds* décevra ceux qui veulent mieux connaître le personnage de John Reed.

Dans une superproduction de 3 h 15, le réalisateur a voulu faire revivre cet écrivain journaliste qui prit fait et cause pour la Révolution

russe et qui fut mis au ban de la bonne société américaine. Et c'est sans doute l'un des mérites du film de présenter un communiste américain sous les traits d'un jeune homme sympathique. Il paraît même que c'est bien la première fois qu'on peut entendre l'Internationale dans un film américain à grand spectacle.

Mais si le sujet était « osé », la façon dont Warren Beatty, réalisateur et acteur, a traité le sujet reste bien conventionnelle. Certes, le film laisse entrevoir derrière l'histoire d'amour, les événements qui ont

marqué la vie de John Reed de 1915 à 1920 : son combat contre la guerre au côté des socialistes et des syndicalistes révolutionnaires de l'IWW, la Révolution russe, la fondation du Parti Communiste Américain, le deuxième congrès de l'Internationale Communiste, ou le congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1920. Mais on a de ces événements une vision singulièrement réductrice à travers les péripéties de la vie du couple, qui occupent d'ailleurs l'essentiel du film. Et l'on voit finalement peu de chose de ce que fut réellement la vie de John Reed, et un peu plus peut-être sur celle de la journaliste Louise Bryant.

Le film est entrecoupé de brefs morceaux d'interviews de personnes ayant connu John Reed et Louise Bryant. Mais parce que ces témoins ne sont pas présentés et que leurs témoignages sont d'un intérêt très inégal (et de toute façon systématiquement coupés), ils ne permettent pas de se faire une idée plus précise sur qui fut John Reed.

Pierre CHAMBEY

Sélection cinéma

Films récents...

ABSENCE OF MALICE. de Sydney Pollack.

Comment le désir de vendre à tout prix de « l'information » amène une jeune journaliste imbue d'elle-même à saccager la vie des gens. Une dénonciation poignante du journalisme et aussi une satire des petites combines de la police, de la justice et des politiciens. Avec Paul Newman et Sally Field.
Movies Les Halles 1^{er} (v.o.). Paramount Odéon 6^e (v.o.). Publicis Elysées 8^e (v.o.). Paramount Opéra 9^e. Paramount Montparnasse 14^e.

GEORGIA. d'Arthur Penn.

La vie de quatre adolescents dans l'Amérique du début des années 1960. Il y a loin de leurs rêves à la réalité.
UGC Opéra 2^e. Odéon 6^e (v.o.). Biarritz 8^e (v.o.). 14 Juillet 11^e (v.o.). Bienvenue 15^e. 14 Juillet 15^e (v.o.).

LE BATEAU. de W. Petersen.

La vie à bord d'un sous-marin allemand durant la Seconde Guerre mondiale.
Bretagne 6^e. Marbeuf 8^e (v.o.). Caméo 9^e.

IL ETAIT UNE FOIS DES GENS HEUREUX, LES PLOUFFE. de Gilles Carle.

Une famille canadienne dans les années 1938-1945. Sur le ton humoristique, la peinture de petites gens trahis par tous les pouvoirs.
Saint-Michel 5^e. RAGTIME. de Milos Forman.
 La société américaine et ses travers au début du siècle.
Cluny Palace 5^e (vo). Elysées Point Show 8^e (v.o.).

COUP DE TORCHON. de Tavernier.

Dans un village d'Afrique colonisée, le chef de la police se prend pour un dieu... un peu particulier.

Paramount Marivaux 2^e. Paramount Montparnasse 14^e.

LA GUERRE DU FEU. de Jean-Jacques Annaud.

Une fiction sur le passé de l'homme qui donne envie d'en savoir plus sur la prodigieuse préhistoire de l'humanité.
Impérial 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Danton 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. Sept Parnassiens 14^e. 14 Juillet 15^e. Calypso 17^e.

MEPHISTO. d'Istvan Szabo.

L'ascension d'un comédien arrivé dans l'Allemagne nazie.
L'Epée de bois 5^e (v.o.).

L'ETOILE DU NORD. de Granier-Deferre.

La rencontre entre un aventurier minable, mais aussi assassin avec la patronne d'une petite pension de famille.
Paramount Marivaux 2^e. UGC Opéra 2^e. Studio Alpha 5^e. Paramount Odéon 6^e. Monte Carlo 8^e. Publicis Elysées 8^e. Paramount Opéra 12^e. Paramount Bastille 12^e. Paramount Galaxie 13^e. Paramount Montparnasse 14^e. Saint-Charles Convention 15^e. Mayfair 16^e. Paramount Maillot 17^e. Paramount Montmartre 18^e. Secrétan 19^e.

LES ANNES DE PLOMB. de Margareth von Trotta.

Dans l'Allemagne des années 1970, une militante féministe rend visite en prison à sa sœur, membre de la bande à Baader, jusqu'au jour où celle-ci est retrouvée « suicidée ». Un film inspiré d'événements réels.

Forum Cinéma 1^{er} (v.o.). Quintette 5^e (v.o.). Pagode 7^e (v.o.). Elysées Lincoln 8^e (v.o.). Saint-Lazare Pasquier 8^e. Olympic 14^e (v.o.). Sept Parnassiens 14^e (v.o.).

...et moins récents

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE. de D. Trumbo.

Un terrible réquisitoire contre la guerre.
La Banque de l'Image 5^e (vo).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN. de Fassbinder.

Une femme dans l'Allemagne d'après-guerre.
Lucernaire 6^e (v.o.).

2001 : L'ODYSSEE DE L'ESPACE. de Stanley Kubrick.

Un classique de la science-fiction.
Action Christine 6^e (vo). Trois Haussmann 9^e.

LITTLE BIG MAN. d'Arthur Penn.

Un visage pâle élevé par les Indiens raconte sa vie. Une protestation contre l'extermination des Indiens.
Noctambules 5^e (v.o.).

SEPT ANS DE REFLEXION. de Billy Wilder.

Un mari dont la femme est partie à la campagne hésite à faire la conquête de la voisine du dessus.
Action Christine 6^e (v.o.).

BOULEVARD DU CRÉPUSCULE. de Billy Wilder.

Une actrice célèbre ne se résigne pas à l'abandon de sa gloire passée.
Champo 5^e (v.o.).

Réédition

« John Reed » de Robert Rosenstone

La biographie de John Reed par Robert Rosenstone, parue aux éditions Maspéro il y a quelques années, est rééditée dans la collection « Points » à l'occasion de la sortie du film *Reds*. C'est une biographie de 600 pages, passionnante et très complète, où l'auteur essaye de découvrir la personnalité, à travers sa vie et ses écrits, du journaliste peu commun que fut John Reed.

John Reed naquit en 1887 à Portland dans l'Oregon, dans une famille bourgeoise. Son père, un notable de la haute société locale, perdit sa fortune et sa réputation en dénonçant une gigantesque spéculation foncière où étaient impliqués nombre de bourgeois de Portland.

Après des études parfois agitées à Harvard, célèbre université américaine, où il commence à s'intéresser aux idées socialistes, puis un voyage en Europe, il rejoint les intellectuels d'avant-garde à Greenwich Village, sorte de « Quartier Latin » de New York. Poète, aventurier, séducteur aussi,

il devint vite une figure marquante de ce monde moitié bohème, moitié littéraire, ouvert à toutes les idées nouvelles. Il collabore activement au journal d'avant-garde *Les Masses*. Il se lie aux syndicalistes révolutionnaires de l'IWW (Industrial Workers of the World). En avril 1913, il suit la grève des ouvriers de la soie de sa ville natale, Portland, et fait connaissance avec la répression. Matraqué, il se retrouve en prison, avant d'organiser un spectacle de solidarité en faveur des grévistes. Journaliste, John Reed ne se contente pas de suivre les événements mais s'engage bien souvent aux côtés de ceux qui luttent. Envoyé au Mexique à la fin de 1913 par un journal new-yorkais, il rencontre Pancho Villa, chevauche avec les révolutionnaires mexicains qu'il défend dans une série d'articles et un très beau livre, *Le Mexique insurgé*, qui lui assure une certaine célébrité.

En avril 1914, la terrible répression des mineurs de Ludlow dans le Colorado, qui fit des dizaines de victi-

mes, lui ouvrit les yeux sur la fameuse démocratie américaine. Mais c'est surtout la guerre de 1914, « cette boucherie pour les marchés du grand capital », qui va l'amener à rompre les derniers liens avec les progressistes bourgeois. Il s'engage résolument contre la guerre, même après l'entrée en guerre des Etats-Unis. Il continue à défendre les idées internationalistes, se trouve rejeté de la bonne société, y compris intellectuelle, est traduit devant les tribunaux.

En septembre 1917, il arrive à Pétrograd pour vivre un rêve de longue date, la révolution socialiste, et prend fait et cause pour le communisme et la révolution. L'auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde* ne s'est pas contenté d'être celui qui sut décrire de la façon la plus vivante ces journées de la prise du pouvoir par le prolétariat. Il a, à dater de ce jour, lié sa vie à la lutte révolutionnaire, aussi bien en Russie qu'aux Etats-Unis pour la construction d'un véritable parti révolutionnaire capable de mener les combats du prolétariat américain.

De retour aux Etats-Unis, il va lutter dans l'aile gauche du Parti Socialiste, pour rallier celui-ci à la Révolution russe. Il fut le fondateur d'un des deux Partis Communistes qui se créèrent aux Etats-Unis en 1919. Sa fraction sera celle du Parti Communiste Travailleur, insistant sur la nécessité de lier le parti aux éléments les plus militants de la classe ouvrière américaine. Et c'est en tant que délégué international qu'il retourne en URSS, à la fin de l'année 1919. Il y rencontre Trotsky, Lénine qui préface son livre sur la Révolution russe. Il s'intéresse aux idées nouvelles sur l'art et la culture, rencontre Maïakovski, visite des fermes collectives, des usines où il prend parfois la parole pour transmettre le salut des travailleurs américains aux ouvriers russes.



Il essaya de rentrer aux Etats-Unis, malgré la répression qui frappait les milieux radicaux et la prison qui l'attendait certainement à son retour. Mais, arrêté en Finlande, il reste plusieurs mois en prison, ce qui porte un coup déterminant à sa santé. De retour à Moscou, il prend part au deuxième congrès de l'Internationale Communiste et est élu à l'exécutif de l'Internationale. Quelque temps plus tard, au retour de la conférence des peuples d'Orient à Bakou, il est terrassé par le typhus en 1920. Il n'avait pas 33 ans.

A travers la vie tumultueuse et passionnée de John Reed qui, découvrant la réalité de la société capitaliste, s'est résolument engagé avec ceux qui luttaient pour un nouvel ordre social, c'est toute une période d'intense agitation politique que nous faire revivre ce livre. Il nous fait aussi aimer cet homme, peut-être individualiste, mais dont le désir de vivre de façon intense ne se réduisait pas à sa personne. Il rêvait de l'étendre à toute l'humanité.

John Reed de Robert Rosenstone. Collection Points Actuels. 594 pages. 30 F.

Préface de Lénine aux « Dix jours qui ébranlèrent le monde »

« Après avoir lu avec un immense intérêt et la même attention jusqu'au bout le livre de John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, je recommande, du fond du cœur, cette œuvre aux ouvriers de tous les pays. Je voudrais que ce livre soit répandu à des millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues, car il donne un tableau exact et extraordinairement vivant d'événements qui ont une si grande importance pour comprendre ce qu'est la révolution prolétarienne, ce qu'est la dictature du prolétariat. Ces questions sont aujourd'hui l'objet d'une discussion générale ; mais avant d'accepter ou de rejeter les idées, il est indispensable de comprendre toute la signification du parti que l'on prendra. Le livre de John Reed, sans aucun doute, aidera à faire la lumière sur ce problème fondamental du mouvement ouvrier universel. » (écrit fin 1919).

Le journaliste révolutionnaire

Extraits de la biographie de John Reed, par Albert Knys Williams, qui fut son ami et l'accompagnait en 1917 en Russie (paru dans l'édition des *Dix jours qui ébranlèrent le monde* des Editions Sociales).

« Il devint un pèlerin des grandes routes du monde. Celui qui voulait se tenir au courant de la vie moderne n'avait qu'à suivre John Reed : (...) il était présent partout où il se passait quelque chose d'important.

A Paterson, une grève des ouvriers du textile grandit en un orage révolutionnaire : John Reed était au cœur de la tourmente.

Au Colorado, les esclaves de Rockefeller sortirent de leurs fosses et refusèrent d'y retourner, malgré les matraques et les fusils des gardes armés : John Reed était au côté des révoltés.

Au Mexique, les peones (paysans) opprimés levèrent l'étendard de la révolte et, commandés par Villa, marchèrent sur le Capitole : John Reed, à cheval, avançait parmi eux.

Un compte rendu de ce dernier exploit parut dans la revue *Metropolitan* et, plus tard, dans le livre *Le Mexique insurgé*. (...) Il les décrit (les

peones) faisant descendre leurs troupeaux des pâturages des montagnes pour se joindre aux armées de libération, chantant le soir autour des feux de camp et se battant admirablement pour la terre et la liberté, malgré la faim et le froid, pieds nus et vêtus de haillons.

La guerre impérialiste éclate. Partout où le canon tonne, John Reed est là : en France, en Allemagne, en Italie, en Turquie, dans les Balkans, en Russie. (...)

Le danger ne l'a jamais arrêté. C'était son élément naturel. Il s'est toujours faufilé dans les zones interdites, dans les lignes avancées des tranchées.

(...) Des champs de bataille également il revint, non pas avec des bavardages creux sur les férocités de tel ou tel belligérant, mais en maudissant la guerre elle-même, comme une boucherie, un bain de sang organisé par les impérialismes rivaux. »



A l'institut Smolny, les gardes rouges vérifient les laissez-passer.

« L'énergie nucléaire, pour débutants »

Ce livre fait partie d'une collection qui présente par ailleurs Einstein, Le capital de Marx, Freud, Trotsky, « pour débutants », et cela sous une forme qui se veut attrayante, très voisine de la bande dessinée.

L'énergie nucléaire pour débutants n'est pas un livre de vulgarisation scientifique — contrairement à ce que laisse supposer son titre. Il y a bien sûr quelques rudiments, mais ils sont limités au strict minimum, et sans doute même en-dessous du minimum.

Il s'agit d'une dénonciation des dangers que la mise en œuvre de l'énergie nucléaire, tant militaire que civile, fait courir à la population et à la planète. Il s'agit d'un livre politique, et même plus exactement d'un livre militant, qui vise à faire s'engager le lecteur dans le combat contre le nucléaire. Les auteurs se veulent d'ailleurs révolutionnaires et marxistes.

L'énergie nucléaire pour débutants expose d'abord les conditions dans lesquelles l'énergie nucléaire a été découverte puis développée, au travers tout d'abord des bombes atomiques. Le livre relate ensuite comment le renchérissement du coût du pétrole a favorisé pour de grands groupes capitalistes les investissements dans le nucléaire, lorsqu'ils ont estimé que cela deviendrait rentable. Il rappelle aussi, bien sûr, les séries d'accidents qui ont ponctué l'histoire de l'énergie nucléaire et l'attitude hypocrite et mensongère que les autorités et les trusts ont à chaque fois adoptée pour minimiser les risques et rassurer les populations.

Et pour finir, les auteurs condamnent le nucléaire, et se déclarent partisans de son remplacement par d'autres formes d'énergie, soit classiques soit nouvelles.

Le livre est un pamphlet anti-nucléaire et anti-capitaliste, dont les arguments sont parfois convaincants, mais pas toujours.

On regrette surtout que le débutant — c'est-à-dire vous et moi — n'apprenne pas grand-chose en réalité sur le nucléaire dans ce livre, mais qu'il lise peut-être des choses qu'il connaît déjà sur le capitalisme.

Claude CHARVET

L'énergie nucléaire pour débutants de Stephen Croall et Kaianders Sempler. Ed. F. Maspéro. 142 pages. 40 F.



« Chronique d'une famille nombreuse » d'Alexandre Antonovitch

La vieille Avdotievna, les Koromyslov et les Betchovkine vivent dans le même appartement moscovite. Mais pendant la deuxième guerre, il ne reste plus que la grand-mère, que vient rejoindre un soldat envoyé par les autorités.

L'auteur a voulu montrer de façon humoristique qu'il était « possible d'être un homme, y compris dans les conditions du régime soviétique, mettre un peu de bonté sur le marché de la littérature soviétique, où ces denrées font actuellement cruellement défaut ». Ses intentions sont donc fort louables, même si la dose d'humour est un peu faible. On ne voit pas grand-chose de la vie soviétique. Ces 150 pages, écrites en gros caractères, se lisent très facilement. Mais on reste un peu frustré par cette « chronique ».

Joëlle GERARD

Chronique d'une famille nombreuse d'Alexandre Antonovitch. Ed. Robert Laffont. 160 pages. 52 F.

« Par-delà l'exil et la mort »

de Louis Stein

Louis Stein s'est donné pour tâche de décrire l'odyssée des réfugiés espagnols en France, combattants pour la république, vaincus par le franquisme, qui ont franchi la frontière par vagues successives à partir de février 1939. Il nous décrit en particulier l'accueil (si l'on peut dire) réservé en France aux réfugiés. Les camps qui leur seront ouverts préfigurent déjà les camps de concentration qui seront leur lot plus tard, sous l'Occupation. D'ailleurs bon nombre de ces réfugiés ne sortiront pas de ces camps avant 1945.

L'anticommunisme, la peur que les réfugiés anarchistes n'amènent avec eux le virus de la révolte, ne sont évidemment pas pour rien dans la réaction de la France bien-pensante de 1939. Le journal *Gringoire* publie par exemple en janvier un dessin représentant un gros Espagnol, l'air cupide, coiffé d'un casque marqué d'une étoile rouge. Il porte un énorme sac sur le dos, d'où l'on voit dépasser une croix sertie de pierres précieuses et divers bijoux. La légende: « Et maintenant, je vais travailler en France... ».

L'auteur s'attache à montrer que, pourtant, non seulement les réfugiés espagnols n'avaient rien de bandits de grand chemin, mais qu'ils

ont fait montre de beaucoup de détermination et de courage dans la guerre, que ce soit dans les chantiers de travail ou dans les maquis. Il souligne le rôle des Espagnols dans l'armée de « libération », en particulier dans la fameuse 2^e Division Blindée de Leclerc, qui rentra la première dans Paris.

Après 1945, bon nombre de républicains crurent que les alliés les débarrasseraient de Franco. Avec le début de la Guerre Froide, les USA passèrent au contraire des accords avec Franco, et le gouvernement républicain espagnol en exil dut se résoudre à un rôle de plus en plus fantomatique.

L'Espagne, avec Franco à sa tête, fut à nouveau admise au rang des nations dites « respectables », à l'ONU puis à l'Unesco, ce qui provoqua d'ailleurs la démission du musicien Pablo Casals de ce dernier organisme.

D'autres groupes d'exilés, en particulier des anarchistes, tentèrent de retourner en Espagne, où ils combattirent plusieurs années dans des groupes de guérillas pour tenter de provoquer la chute de Franco, sans y parvenir.

Ce livre permet de connaître de nombreux épisodes peu connus de cette histoire. Par contre, il ne faut pas y chercher d'analyse politique



claire des raisons de l'échec des républicains espagnols de 1936 à 1939, ni des raisons de l'échec de leurs différentes tentatives par la suite. C'est d'un point de vue purement humanitaire qu'il semble déplorer l'attitude de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis de ne pas condamner le régime franquiste. Quant à celle de la France à cette période, il n'en parle quasiment pas.

Même s'il adopte plus ou moins implicitement les conceptions de la Résistance, lui donnant une importance qu'elle a été loin d'avoir dans les faits, ce livre décrit de façon précise et intéressante des épisodes peu connus de cette période.

Roger PERIER

Par-delà l'exil et la mort de Louis Stein. Ed. Mazarine. 387 pages. 75 F.

« Terre des ombres »

de Pascal Lainé

Terre des ombres, le dernier roman de Pascal Lainé, l'auteur de *La dentellière*, raconte l'histoire de Witold Frykowicz, fils de hobereaux polonais devenu cinéaste célèbre.

Orphelin, perdu dans ses rêves d'enfant, puis adolescent timide, il se retrouve seul, sans famille et sans biens, après la Seconde Guerre mondiale. Le « communisme » — ou plu-

tôt la caricature véhiculée par l'Armée rouge — le tente un moment, influencé qu'il est par son amie Joanna, une apprentie-bureaucrate. Le livre se termine sur le constat d'échec et la mort de cet homme, qui n'a jamais été autre chose qu'un aristocrate dilettante. Angoissé par l'idée de la mort et par le sentiment d'appartenir, comme il

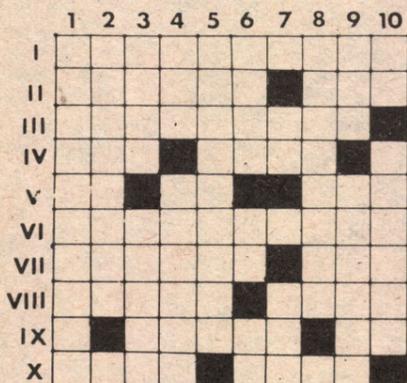
le dit lui-même, « à une race indolente », il n'a fait « qu'observer avec une légère condescendance ce qui grouille à la surface de la terre ».

Un héros inconsistant... et un livre à son image.

Sylvie MARECHAL

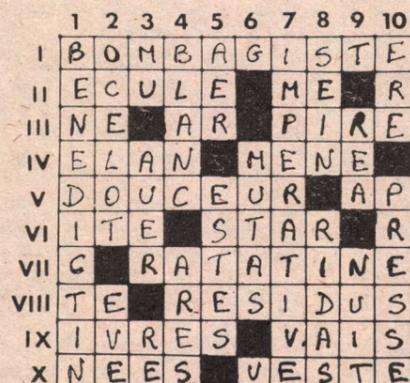
Terre des ombres de Pascal Lainé. Ed. NRF. 205 pages. 51 F.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Refus d'admettre une compétence. II. Nettoies le fond. Dément. III. Elle prend souvent la mouche. IV. Passés sous silence. Sorti. V. Au bout du col. Début d'une série. Fatigué. VI. Femme de lettres. VII. Corps gras. Ne bave pas. IX. Vapeurs célestes. En fin de journée. X. Grandes époques. Apparaissent quand on casse la croûte.

VERTICALEMENT. — 1. Sert à vérifier les fondements. 2. Révolues. 3. Sujets de correction. Boîte à idées. 4. Vieux bœuf. Entre Saturne et Neptune. 5. Maître-chanteur. 6. Enzymes. Tête du tsar. Abréviation militaire. 7. Vieux usages. Grecque. 8. Secrétée par le pancréas. 9. Bête. Vengent le poisson du pêcheur. 10. Adverbe. Mouche.



« Dans le ventre de la bête » de Jack Henry Abbott

Un jour l'écrivain américain Norman Mailer reçut la lettre d'un détenu, Jack Henry Abbott. Si vous voulez connaître la violence dans les prisons, la vie du détenu, je peux vous en parler, lui écrivait en substance Abbott, qui a passé l'essentiel de sa vie en prison (et devait être finalement libéré en 1981).

Abbott connut la prison dès l'adolescence. D'abord un centre de redressement à douze ans pour une peccadille, puis la prison des adultes, les centres pénitentiers, dont il ne sortit que six semaines. Il y était encore à 37 ans ! Son livre est dédié à d'autres détenus, morts en prison, assassinés par la « justice », comme George Jackson, dont on connaît le témoignage par les lettres qu'il écrivit à Angela Davis.

Abbott a tout vécu, tout souffert en prison. Il a été envoyé dans des cellules aveugles où la lumière n'arrive pas ; il a été enchaîné ; il a passé cinq ans et demi dans des quartiers de haute sécurité ; durant deux ans il n'a parlé à personne d'autre qu'à sa sœur qui venait lui rendre visite. « L'objectif est de n'annuler rien ». « J'ai été mis en pièce par une vie de privation de sensations », dit-il.

Mais dès le premier jour, à douze ans, dans ce centre de redressement appelé par les détenus « école de gladiateurs », il a résisté, s'est rebellé. Et c'est ce qui finalement lui a donné des raisons



de vivre humainement dans cette « ménagerie », ce « zoo », selon son expression.

Mais la plupart des détenus sont brisés par les matons, l'administration, ou même par d'autres détenus, car la violence entre prisonniers est toujours présente, comme la peur. Son refus de plier, il l'a payé très cher. Son dossier pénitentier s'est épaissi. La commission des libérations sur parole prolongea sa détention. Lui en arriva à tuer en prison un autre détenu. Dans ses lettres, il explique comment des hommes en arrivent à s'entretuer en prison.

Dans les pénitentiers, malgré une administration qui a

peur des détenus qui lisent, Abbott a arraché le droit d'avoir des livres de Marx, de Lénine, de Hegel. Il a étudié les mathématiques, la philosophie ; il s'est plongé dans la culture pour sortir des « relations animales entre matons et détenus ».

Il est devenu, dit-il, un révolutionnaire critiquant le système social basé sur la violence. Et il s'oppose à tout racisme.

« Je sais par expérience que l'injustice peut être la seule (sinon la principale) cause de folies derrière les barreaux. Vous seriez surpris d'apprendre ce qu'une dose de bonne vieille oppression peut faire sur un individu » écrit-il à Norman Mailer.

Dans sa préface à ce livre, Norman Mailer, quant à lui, constate : « Je ne vois aucun écrivain américain qui ait analysé avec autant de détails le système des prisons : vider et corrompre les timides, et briser ou brutaliser les braves. Aucun système primitif qui demande à un être humain courageux d'abandonner son courage ne peut œuvrer dans le sens du bien commun ».

Ce qui est clair, par contre, c'est que Jack Henry Abbott, lui, n'a pas été brisé. Et son livre est aussi un formidable témoignage d'humanité.

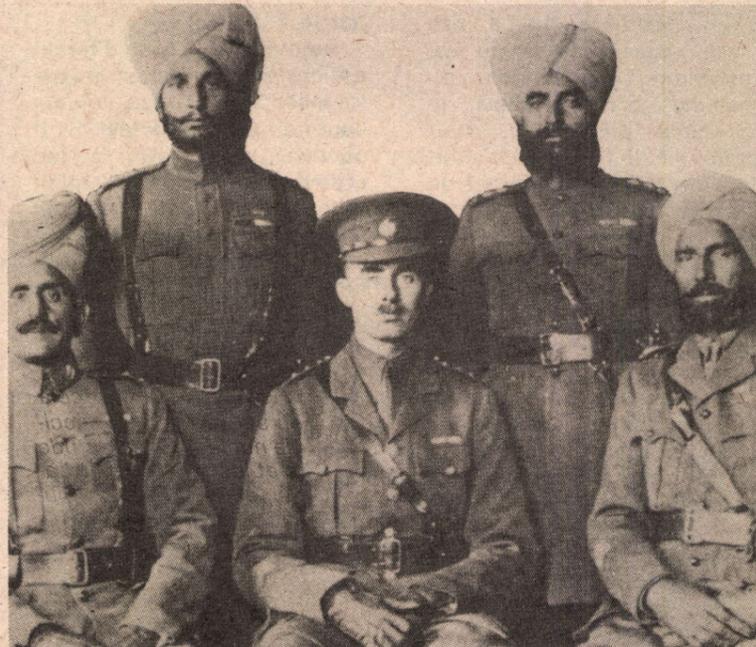
Guy FICHET

Dans le ventre de la bête de Jack Henry Abbott. Coll. Philippe Lebaud. 224 pages. 55 F.

Réédition

« Route des Indes »

de E.M. Forster



Écrit en 1924, ce roman est un témoignage sur le colonialisme britannique en Inde. Forster était l'un des rares Anglais qui, à l'époque, s'opposait à ce colonialisme en prenant fait et cause pour les Hindous.

Dans les grottes de Marabar, une jeune femme anglaise est agressée — ou bien est-elle victime d'hallucinations ? On ne le saura jamais. Mais aussitôt, c'est un Hindou qui est accusé, jeté en prison et traîné devant les tribunaux.

Ce fait divers permet à l'auteur de broser un tableau d'une petite ville des Indes dans les années 1920, avec d'un côté les colons et les fonctionnaires britanniques, pleins de suffisance et de mépris envers les indigènes, et de l'autre côté la petite bourgeoisie hindoue qui commence à se rebeller. L'attitude de l'accusé, Aziz, un jeune médecin hindou, est

représentative de cet état d'esprit : avant son procès, il se voulait large d'esprit, ouvert aux côtés « positifs » de la présence britannique ; mais il devient farouchement antibritannique avec le cours des événements. Un phénomène qu'on a vu dans bien d'autres pays coloniaux, en Algérie par exemple.

Forster donne une description détaillée des intellectuels et de la bourgeoisie hindoue. La population misérable n'apparaît qu'à l'arrière-plan. Et d'autre part le roman se veut avant tout une étude psychologique des personnages, ce qui en rend parfois la lecture un peu lassante. Mais c'est un livre intéressant et instructif sur un sujet mal connu en France.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Route des Indes de E.M. Forster. Coll. 10-18. 407 pages.

« La vie quotidienne des communautés utopistes au XIX^e siècle »

de Jean-Christian Petitfils

La vie quotidienne des communautés utopistes que retrace l'historien Jean-Christian Petitfils est la chronique d'un rêve que des milliers d'hommes et de femmes tentèrent de réaliser au XIX^e siècle.

En créant ces communautés, embryon d'une nouvelle organisation sociale plus égalitaire, les utopistes espéraient que la force de l'exemple allait gagner de proche en proche l'ensemble de la société qui pourrait de la sorte se métamorphoser pacifiquement. Comme le note l'auteur, la plupart des utopistes récusaient la révolution par la violence. Ces hommes, à la recherche d'un monde de bonheur où régneraient l'harmonie et la concorde, fondèrent plus de cent communautés en Europe et aux Etats-Unis. L'initiative vint des anarchistes comme l'Italien Giovanni Rossi, des amis de Fourier, l'utopiste français,

comme Victor Considérant et des socialistes communistes qui faisaient partie de la même famille, avec Etienne Cabet.

Mais ce ne fut pas tout le mouvement socialiste qui se lança dans cette aventure mais plutôt quelques fractions parmi les anarchistes, les fouriéristes et les socialistes-communistes.

Les essais que décrit longuement Jean-Christian Petitfils furent le fait d'hommes généreux qui parfois, comme l'industriel anglais Owen, mirent leur fortune dans la constitution de communautés formées essentiellement d'artisans miséreux et d'ouvriers sans travail. Mais nombre d'intellectuels, de savants, s'intéressèrent aussi de près à ces projets. Beaucoup rêvaient d'une société meilleure.

La vie de ces communautés, leurs difficultés financières et humaines pour s'installer dans un environnement parfois inhos-

pitalier sont minutieusement analysées.

Les utopistes allèrent se heurter à des problèmes de relations entre ceux qui constituèrent ces communautés et beaucoup disparurent rapidement de ce fait. Mais ce ne fut pas la seule cause : les autorités surveillèrent étroitement ces hommes et ces femmes considérés comme de dangereux révolutionnaires. Les gouvernements européens ou américains profitèrent même des périodes de troubles politiques ou de prétextes pour éliminer ces foyers. Ceux-ci furent également combattus politiquement par des anarchistes et des communistes qui reprochaient à leurs membres de désertir les luttes pour aller bâtir des « châteaux en Espagne ». Jean-Christian Petitfils cite d'ailleurs l'exemple de ces révolutionnaires de 1830 qui partirent fonder une communauté aux Etats-Unis

et qui au cours de leur voyage apprennent avec stupeur que la révolution de 1848 a éclaté à Paris.

Ce livre est celui d'un universitaire. On y trouvera donc un certain détachement quand ce n'est pas un peu d'amusement de la part de l'auteur envers ces utopistes. Et cette attitude, surtout au début, rend parfois la lecture pénible.

Néanmoins, ce livre qui s'appuie sur une étude très documentée fournit une information riche sur ces hommes qui voulurent à leur façon changer le monde.

Guy FICHET

La vie quotidienne des communautés utopistes au XIX^e siècle de Jean-Christian Petitfils. Collection Hachette. 315 pages. 69 F.

COMMUNIQUÉS

• Le Théâtre Présent — 24, avenue Jean-Jaurès à Paris, (métro Porte de Pantin) — organise, du 15 avril au 16 mai, une série de spectacles consacrés à la danse contemporaine : une quinzaine de troupes se produisent : — Tous les soirs à 20 h 30 sauf dimanche. Dimanche, matinée à 17 h.

• Le Centre culturel canadien (5, rue de Constantine) propose un concert le mardi 20 avril à 12 h 30 avec 3 solistes qui ont eu des premiers prix de conservatoire au Canada : un organiste, un flûtiste, un hautboïste joueront des œuvres de Quantz, Vivaldi, Bach, etc.

AU MOYEN-ORIENT COMME PARTOUT SUR LA PLANÈTE, LE NATIONALISME EST TOUJOURS UN PIÈGE SANGLANT

'HOMME qui a tiré sur la foule de Palestiniens musulmans dimanche dernier, dans la mosquée d'El Aqsa, était peut-être un fou. Mais c'était tout de même, un soldat de l'armée d'occupation israélienne. Et c'est sous son uniforme et avec l'arme de l'armée qu'il a eu ce que les autorités israéliennes présentent comme une crise de démence.

Même s'il a eu une crise de démence, l'homme n'a pas tiré sur ses camarades ou ses supérieurs de l'armée israélienne, ni sur des foules juives, mais sur des foules palestiniennes. Et les religieux israéliens en civil que la télévision nous montre régulièrement participant au maintien de l'ordre sont-ils fous, eux aussi ? Et les militaires qui les acceptent à leurs côtés partagent-ils la même crise de démence ?

Oui et non. Du point de vue médical, sûrement pas. Mais du point de vue politique, social, tout cela fait partie de cette même folie globale qui consiste à croire que l'on peut annexer des territoires, opprimer des peuples entiers, sans y laisser une part de sa personne, sans y perdre une part de sa propre liberté, de sa propre intelligence !

Que les juifs aient ressenti, et plus particulièrement à un moment douloureux de leur histoire, le besoin d'un pays, d'une patrie, d'un territoire, cela se comprend. Mais le fait que, pour l'avoir, ils aient eu à en chasser un autre peuple, cela a été un piège historique. Les juifs d'Israël ont conquis là un territoire, mais ils n'ont obtenu ni la paix, ni la sécurité, ni même vraiment une

patrie.

Aujourd'hui, l'Etat d'Israël est certes fort. Il peut certes imposer sa loi à ses voisins comme aux peuples qu'il occupe, sans avoir à les craindre vraiment sur le plan militaire. Mais sur le plan humain, paradoxalement, ce sont les Israéliens qui ne se sentent pas, qui ne sont pas en sécurité en Israël même. Sinon, pourquoi leur violence, pourquoi leurs craintes, pourquoi leurs folies ? Pourquoi ont-ils donc peur ?

Ils ont peur parce qu'ils sont conscients que leur propre violence suscite la haine et d'autres violences.

Oui, Israël vit dans un océan de haines et de violence. Et, à l'intérieur même des frontières qu'il occupe, et en particulier dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza que certains voudraient définitivement annexer à Israël, les Israéliens ont peur. Parce que d'autres peuples vivent dans ces territoires et revendiquent le droit d'y vivre chez eux.

Et le fait que ces peuples ne seraient certainement pas plus heureux s'ils vivaient sous l'autorité d'Etats arabes dictatoriaux, comme la Jordanie, l'Egypte ou la Syrie, ou même sans doute dans un Etat palestinien indépendant, cela ne change rien à la question. Aucun peuple ne peut admettre un régime imposé par des soldats étrangers. Et le peuple palestinien ne l'admet pas plus que d'autres.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on a vu resurgir avec une force renouvelée les sentiments d'appartenance nationale, d'appartenance religieuse. L'économie est pourtant de-

venue planétaire ! Et, pour l'impérialisme qui domine cette économie, les frontières sont poreuses, au point que c'est le monde entier qu'il exploite et c'est les deux tiers du globe qu'il affame, pour enrichir une petite minorité de privilégiés concentrés dans une douzaine de pays riches. Eh bien, malgré cela, les seules causes pour lesquelles des milliers d'hommes ont accepté de se battre et de mourir au cours de ces dernières décennies étaient les causes nationales ou religieuses, et les guerres étaient des guerres de nationalisme.

Ce n'est certainement pas parce que les nations et les patries sont des notions modernes ! C'est au contraire parce que l'économie impérialiste, celle qui pousse le monde dans la crise depuis plusieurs années, fait revivre le Moyen Age, ses haines, ses croyances, ses peurs.

Oui, les patries, les nations et leurs oppositions et leurs haines sont des choses dépassées. En elles, pas de salut pour les peuples ; ni les Juifs, ni les Palestiniens, ni les Anglais, ni les Argentins, ni pour aucun des peuples de la terre.

Alors, prolétaires que nous sommes, sachons que, tant que nous nous laisserons diviser par les patries et les nationalismes, exploités et victimes nous resterons, inévitablement et, le pire, avec notre consentement.

Editorial des bulletins d'entreprise

Lutte Ouvrière
du 14 avril 1982.

La guerre contre tout un peuple

Après la tuerie du dimanche 11 avril à Jérusalem, où Alan Goodman a délibérément tiré sur la foule musulmane, tuant deux personnes et en blessant plusieurs dizaines d'autres, la situation s'est brusquement aggravée en Israël. Une grève générale de la population arabe d'une semaine a été lancée, en signe de protestation, dans les territoires occupés. Elle a été totale en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est.

De nombreuses villes ont été le théâtre de manifestations. A Jérusalem, une délégation de 50 notables palestiniens a été brutalement dispersée par la police, qui a arrêté 36 d'entre eux. A Halhoul, plusieurs centaines de personnes auraient été arrêtées lundi 12 avril,

frappées et conduites au siège du gouvernement militaire. Dans cette ville, des colons israéliens ont participé à la répression, qui a fait plusieurs blessés.

Et puis, à Gaza, l'armée israélienne a conquis un nouveau titre de gloire. Des soldats ont tué mardi 13 avril un enfant de 7 ans, atteint de plusieurs balles dans le ventre. Sept autres gosses de moins de 10 ans ont été blessés. De telles scènes, où des nuées d'enfants lancent des pierres aux soldats, nous sont maintenant présentées presque quotidiennement par les actualités télévisées.

Ce n'est pas contre des terroristes, comme le gouvernement israélien voudrait le faire croire, que son armée se bat

dans les territoires occupés. Si ses soldats, armés de pied en cap, en arrivent là, en arrivent à tirer sur des enfants, c'est qu'ils font la guerre à tout un peuple, à l'ensemble des Palestiniens, qui ne veulent plus vivre sous la tutelle de l'Etat sioniste.

Et lorsqu'un peuple se lève contre l'oppression, les enfants ne sont pas à l'écart. Ceux qui humilient, qui oppriment leurs pères, leurs mères, se chargent de les rendre adultes avant l'âge. C'est ce qui se passe actuellement dans les territoires occupés par Israël. Et il reste à espérer que l'armée sioniste perde le plus vite possible, face à l'héroïsme de tous ces gavroches palestiniens.



Alan Goodman, le meurtrier, souriant, est emmené après qu'il a tiré sur la foule musulmane. (Ph. AFP)

Le terrorisme israélien

Présenté comme un déséquilibré par les autorités israéliennes, Alan Harry Goodman revendique fièrement l'attentat qu'il a commis. Son geste est politique, et il le proclame lui-même. Originaire des Etats-Unis, ayant acquis la nationalité israélienne, Goodman accomplissait son service militaire à Jérusalem quand il a tiré sur les Palestiniens.

Membre du Khar, mouvement du rabbin Kahane, qui a qualifié de « courageux » ce geste, Goodman est un extrémiste de droite ne rêvant que de chasser les Arabes de tous les territoires qu'occupe à l'heure actuelle Israël. Ce rabbin, qui multiplie les appels à la violence anti-arabe dans les territoires de Cisjordanie, du Sinaï ou de Gaza, se trouve d'ailleurs en ce moment à Yamit dans le Sinaï, avec les trois mille colons qui, à ce jour, n'ont pas encore été expulsés par le gouvernement israélien, comme celui-ci s'était pourtant engagé à le faire.

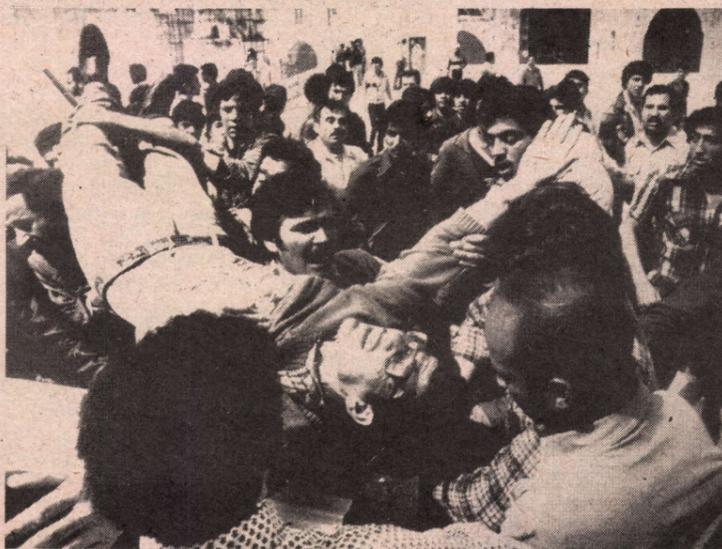
Jusqu'à présent, le rabbin Kahane n'a jamais été réellement inquiété. Le gouvernement l'a bien arrêté en 1980, mais ce fut pour le relâcher peu après.

Entre le mouvement du rabbin Kahane et les dirigeants du Bloc de la Foi (le Goush Emounim), proche du gouvernement Begin, il n'y a en fait guère de différence : les uns comme les autres veulent employer et emploient la manière forte et le terrorisme pour tenter d'abattre la résistance des Palestiniens.

Ce sont ces dirigeants du Bloc de la Foi qui furent ouvertement accusés par le journal américain Washington Star d'être à l'origine de l'attentat contre les deux maires palestiniens de Naplouse et de Ramallah en juin 1980. Le premier fut amputé des deux jambes, le second d'un pied. Cet attentat vint peu après la mort de cinq colons juifs de Hébron que les extrémistes de droite avaient juré de venger.

A ce jour, et malgré les accusations portées à leur encontre, pas un seul auteur de ces attentats n'a été arrêté, ni même inquiété. C'est que de nombreux membres de l'armée, de nombreux dirigeants politiques partagent en fait les idées et les méthodes du rabbin Kahane ou du Bloc de la Foi : tout faire pour que les Palestiniens quittent leurs terres. Et ce que l'armée officielle ne fait pas encore, ce sont des groupes de colons extrémistes qui s'en chargent en toute impunité.

G F



Des Palestiniens transportant un des leurs, blessé dans la fusillade de la mosquée d'El Aqsa. (Ph. AFP)